



# Libération

**ISRAËL-IRAN  
Les frappes  
continuent,  
le bilan  
s'alourdit**

PAGES 6-7

# RETRAITES CONCLUANT, CE CONCLAVE ?

Patronat et syndicats se retrouvent une dernière fois ce mardi pour tenter de s'entendre sur un accord espéré par François Bayrou. Mais de l'âge de départ à la pénibilité en passant par les cotisations, les points d'achoppement persistent.

PAGES 2-4



**RENAULT  
Luca de  
Meo prend  
la sortie  
d'urgence**

PAGES 8-9

**TECH  
Le succès  
flou des  
lunettes  
connectées**

PAGES 16-17

PICASSO

Je suis là.  
Estou aqui

Anna Maria  
Maiolino



## EDITORIAL

Par  
PAUL QUINIO

## Pénibilité

Un conclave, une fumée... C'est normalement le scénario. Celui proposé par François Bayrou à son arrivée à Matignon sur la question des retraites doit normalement se terminer ce mardi. Sauf que ce n'est pas sûr. Le Premier ministre a déclaré que si nécessaire, des prolongations étaient possibles. Sauf qu'il faut, comme disait Maurice Thorez à propos d'une grève, savoir terminer un conclave...

A moins que l'objectif fût pour François Bayrou d'amuser la galerie pour gagner de l'espérance de vie politique... Le sujet des retraites étant important (même s'il occupe une place trop importante dans nos débats comparé à d'autres tout aussi majeurs), ne faisons pas ce procès-là au chef du gouvernement. Surtout, il peut sortir de ce conclave des choses positives. Il est acquis que rien ne bougera sur l'âge légal de départ, d'où l'absence de la CGT et de FO aux réunions. Mais la question de la pénibilité reste au cœur des débats. Elle n'a rien de mineur. Des millions de salariés sont concernés. Et c'est la raison principale, avec la situation des femmes, qui justifie que la CFDT soit restée à la table des négociations. A l'heure de conclure les débats, disons-le tout net : c'est le Medef qui a la clé. L'organisation patronale, sourde sur le sujet depuis des années, a effectué, et il faut le noter, un pas dans la bonne direction. Un «bougé» comme on dit, tardif, mais «bougé» tout de même. Il reste insuffisant, les gains potentiels pour les travailleurs exerçant des métiers pénibles étant à la fois incertains et complexes à obtenir. Alors pourquoi ne pas, comme le réclame la CFDT, tenir compte de trois critères simples – port de charges, postures pénibles, vibrations mécaniques – pour permettre un départ anticipé dans les professions concernées ? Ce coup de reins, le patronat doit le donner pour que ce conclave ne se termine pas en eau de boudin. Pour François Bayrou. Pour l'idée même du dialogue social. Mais surtout pour ces salariés que l'on a maintes fois entendu dire qu'ils arrivaient cassés au moment de prendre leur retraite. ◆

# FIN DU «CONCLAVE» DES RETRAITES

## Fumée blanche ou enfumage ?

Age légal, pénibilité, effort des entreprises...  
A l'issue de quatre mois de négociations sur les retraites, syndicats et patronat se retrouvent une dernière fois pour trouver un accord sur ces sujets inflammables.

Par  
**FRANTZ DURUPT**

**A** près quatre mois d'échanges et de soubresauts, la concertation – appelée «conclave» – sur les retraites touche à son but, avec une journée complète de débats censément conclusive ce mardi. Si François Bayrou s'est dit prêt à accorder un délai supplémentaire aux cinq organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC et CFTC) et patronales (Medef et CPME) encore autour de la table, les termes du rush final sont en fait clairement posés. «Ça peut aller vite si, à un moment donné, il y en a qui lâchent», a résumé Christelle Thieffine, la cheffe de file de la délégation CFE-CGC, à l'issue de la séance de discussions du 12 juin. Tout va se jouer autour d'un document concocté par Jean-Jacques Marette, l'ancien directeur général du régime de retraites complémentaires Agirc-Arrco, que le Premier ministre a chargé d'animer les échanges. Le dispositif a ceci d'original qu'il n'aboutira pas à un accord interprofessionnel en bonne et due forme, comme on a pu le voir récemment sur les seniors, mais à un «*rélevé de conclusions*» que le Premier ministre a pris l'engage-

ment de respecter. La formulation qui figurera dans le texte final pourrait être celle-ci, selon une version de travail examinée lors de la séance du 11 juin, que *Libération* a pu consulter : «*Nous, organisations patronales et syndicales représentatives au niveau national interprofessionnel signataires, convenons des propositions suivantes, que nous formulons au gouvernement pour qu'elles puissent prochainement faire l'objet d'une transposition dans l'ordre juridique adéquat.*» La question est donc de savoir s'il y aura des signataires, et surtout lesquels, les paraphes de la CFDT et du Medef étant cruciaux. Ce week-end dans *la Tribune dimanche*, chacun de leurs numéros 1 estimait à 50% les chances d'un accord. Voici les principaux enjeux de la dernière ligne droite.

**ADIEU LE «BOUGÉ» SUR L'ÂGE ?**

C'est une victoire quasiment acquise pour le patronat : il n'y aura pas de retour en arrière sur les 64 ans. La porte a été définitivement fermée par le Medef la semaine dernière, et les syndicats en ont pris acte. A ce stade, la seule revendication des organisations de salariés sur laquelle peuvent encore porter

les débats consisterait à abaisser de 67 à 66 ans l'âge d'annulation de la décote pour les personnes nées après 1964. Portée de longue date par la CFTC, l'idée a obtenu le ralliement de la CFDT, mais se heurte encore aux réticences du Medef, qui pointe son coût de 1,2 milliard d'euros en 2030. Côté patronal, on préférerait indexer l'âge de départ sur l'espérance de vie, en prenant les 64 ans comme point de départ. Deux options opposées, sur lesquelles plane donc un énorme risque d'achoppement. La CFTC a fait savoir qu'elle ne signerait pas un texte ne comprenant pas l'annulation de la décote à 66 ans.

**LA PÉNIBILITÉ ENFIN MIEUX RECONNUE ?**

L'autre grande ligne de démarcation entre syndicats et patronat, c'est la reconnaissance de la pénibilité, sujet crucial pour des millions de salariés, mais royalement ignoré par les employeurs et les pouvoirs publics. A l'origine de la création du Compte professionnel de prévention (C2P), la CFDT a mis sur la table une proposition pour qu'y soient réintégrés les trois critères de pénibilité physique auxquels les salariés sont le plus exposés : les postures pénibles, le port de charges et les vibrations

mécaniques. Selon le syndicat, 2 millions de personnes pourraient ainsi accumuler de nouveaux des points leur permettant, à terme, de partir avant l'âge légal. Et ce, sans avoir à en passer par le dispositif de reconnaissance d'inaptitude ou d'invalidité, qui nécessite d'avoir





été très abîmé. Dans un geste significatif qu'il présente comme son «bougé sur l'âge», le Medef a justement proposé que l'accès à ce dispositif, qui concernait en 2023 près de 17% des nouveaux retraités, soit ouvert à 61 ans au lieu de 62 ans, ainsi que la réintégration des trois

critères dans le C2P... mais à condition que ce dernier ne serve plus qu'à financer des mesures de prévention et de reconversion, sans possibilité de départ anticipé. La CPME propose un compromis: une constatation médicale à 59 ans pour les personnes expo-

Suite page 4

**La ministre du Travail Astrid Panosyan-Bouvet et François Bayrou, le 17 janvier à Paris.** PHOTOS ALBERT FACELLY

# Menacé, François Bayrou planche sur son salut

**Incertain sur l'issue des négociations, le Premier ministre espère arracher quelques compromis pour sauver sa «méthode» autant que son poste.**

Entrecoupé par le vrombissement des avions à l'inauguration du Salon du Bourget, en Seine-Saint-Denis (*lire page 14*), François Bayrou a propulsé lundi une «idée» inattendue. Alors que son «conclave» sur les retraites doit tenir son ultime réunion ce mardi, le Premier ministre a proposé «à chacun des protagonistes autour de la table» une sorte de prime pour maintenir en emploi les salariés ayant déjà acquis leurs droits à la retraite: ceux acceptant de continuer à travailler percevraient, en plus de leur salaire, une fraction de pension. «Je suis persuadé que c'est une amélioration nette de la situation et qui permet un meilleur équilibre financier», a-t-il argué, espérant faciliter une convergence entre patronat et syndicats sur l'équation financière du système à l'horizon 2030. Le Premier ministre se dit convaincu qu'un «chemin existe» vers un accord et ne voit «aucune difficulté» à laisser «quelques jours de plus» aux partenaires sociaux pour y parvenir.

Bayrou sait qu'un accord global est hors de portée, le patronat restant inflexible sur l'âge de départ à 64 ans. L'essentiel pour lui est d'arracher quelques convergences sur l'amélioration de la réforme de 2023, adoptée à coups de 49.3, en particulier sur les carrières des femmes et la pénibilité. «Il considère qu'un accord serait historique et entérinerait la réforme de 2023», analyse un député macroniste. Ce serait une validation tacite par les partenaires sociaux.» Qu'importe si la CGT et FO ont très vite claqué la porte du conclave, et si les syndicats continueront de clamer leur opposition aux 64 ans. «Le conclave est une grande entreprise visant à dépassionner un désaccord et à scénariser qu'on ne sait pas faire mieux à date», insiste un autre député Renaissance.

## «Amulette d'immunité»

Une victoire de la méthode Bayrou, veut-on croire autour du Premier ministre. Pourtant, celui-ci a tenu une ligne erratique ces derniers mois. Lui qui avait promis de laisser les partenaires sociaux travailler sans s'en mêler leur a écrit fin février, à la veille du lancement des négociations, pour ajouter in extremis une petite ligne au bas du contrat exigeant de rétablir l'équilibre financier du système en 2030 - ce que même la réforme Borne a échoué à faire. Mi-mars, interrogé sur France Inter à propos la possibilité de revenir à la retraite à 62 ans, il lâche un «non» franc qui restreint encore les marges de discussion. «Est-ce que je me suis immiscé dans leurs débats?

Jamais», jure Bayrou contre l'évidence. Ce week-end, le chef du gouvernement semblait flou sur la retranscription d'un éventuel accord dans un projet de loi: in extenso ou reprenant uniquement des dispositions législatives? Aux socialistes, soucieux, en janvier, de monnayer leur non-censure sur le budget contre une remise à plat de la réforme Borne, Bayrou avait toutefois promis que même un accord partiel serait repris «dans un texte de loi».

Alors que le PS fait de nouveau planer la menace de la censure (*lire page suivante*), les députés du bloc central se perdent en conjectures. Si la CFDT tope sans obtenir la peau des 64 ans, les socialistes pourraient-ils aller à rebours et renverser le gouvernement? «Si Bayrou transcrit un accord dans le projet de budget de la Sécurité sociale à l'automne, il peut avoir son amulette d'immunité. Les organisations réformistes ont une influence sur le PS», imagine un ministre. D'autres ne voient pas pourquoi les socialistes se priveraient de voter une motion de censure d'ici le 8 juillet, ultime fenêtre avant qu'Emmanuel Macron retrouve l'arme de dissuasion de la dissolution. Les mêmes relèvent aussi la cote de popularité en chute libre de Bayrou (qui perd trois points, selon un sondage Ipsos pour la Tribune dimanche, à 17% d'avis favorables).

## Prêt à tomber

D'emblée, de nombreux macronistes ont vu de travers le conclave, redoutant un détricotage de leur réforme. Le député Renaissance Pierre Cazeneuve a même déposé une proposition de loi... pour décaler l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans. Initiative personnelle qui vise, selon son auteur, à «remettre le débat dans le bon sens alors que le RN et la gauche portent l'attention médiatique autour d'un hypothétique retour à 62 ans, ce qui est un mensonge délibéré».

Dans l'entourage du Premier ministre, on se veut fataliste, jugeant que si les oppositions trouvent un intérêt à faire chuter le gouvernement, elles saisiront l'occasion quelle que soit l'issue du conclave. La prochaine haie est encore plus délicate pour François Bayrou, qui doit présenter mi-juillet ses orientations pour le budget 2026, avec l'objectif de réduire le déficit, avec 40 milliards d'euros d'économies prévues.

Dans l'incertitude, autant préparer sa sortie. Comme son prédécesseur Michel Barnier, François Bayrou entend se placer ans le sillage de Pierre Mendès France, sept mois président du Conseil entre 1954 et 1955. Le symbole du dirigeant prêt à tomber au nom de ses principes. «Il n'y a pas de politique sans risque, il n'y a que des politiques sans chance», le citait-il en janvier. Ou comment quitter Matignon sans prendre le risque de dégonfler son ego.

**JEAN-BAPTISTE DAOULAS**  
et **LAURE EQUY**

**Suite de la page 3** sées aux trois critères physiques, afin d'envisager des parcours de départ anticipé. Mais la faisabilité de cette option pose question vu les effectifs de la médecine – notamment du travail –, et «ça ne coche pas la case que veut la CFDT», a de toute manière tranché Yvan Ricordeau, son chef de file. C'est donc là que se situe l'autre grand risque d'échec.

#### LES FEMMES ENFIN MIEUX TRAITÉES?

L'horizon est un peu plus dégagé au sujet des retraites des femmes, qui touchent une pension de base inférieure de presque 40 % à celle des hommes, et ont été pénalisées par la réforme de 2023. Cette dernière a en effet privé les mères de famille du bénéfice des trimestres acquis pour maternité. En compensation, une surcote a été mise en place pour leur permettre d'améliorer leur pension de base jusqu'à 5 %. La

CFE-CGC a proposé de l'élargir afin que le bonus atteigne 10 %. Le Medef, lui, a suggéré que la pension de base des femmes ne soit plus calculée sur les 25 meilleures années de salaire, mais les 24 ou 23 meilleures années. Cette dernière idée est plutôt bien reçue par les syndicats, mais ils ne veulent pas abandonner la surcote pour autant. En effet, le remplacement d'une mesure par l'autre se ferait sans impact budgétaire. «Si ça touche plus de femmes avec le même budget, ça veut dire qu'elles auront moins chacune. Je ne suis pas venue depuis trois mois pour faire une opération nulle sur le sujet des femmes», a résumé Christelle Thieffin pour la CFE-CGC.

#### UN EFFORT TOUJOURS MINIMAL DES ENTREPRISES?

Bayrou a chargé les membres du «conclave» de rétablir l'équilibre financier du régime d'ici 2030. A ce stade, il y aurait environ 6,5 mil-

liards d'euros à trouver d'ici 2030, auxquels s'ajouteraient, selon les tableaux figurant dans le document consulté par Libération, au minimum 2,4 milliards d'euros découlant des principales demandes syndicales. Comment les financer? Les options retenues font peser l'essentiel de l'effort sur les retraités. Est en effet envisagée une désindexation des retraites par rapport à l'inflation, de l'ordre de -0,7 point en 2026, puis -0,4 point chaque année jusqu'en 2030, pour des économies estimées à 5,9 milliards d'euros. Une alternative défendue notamment par la CFDT consisterait à relever le taux de CSG des retraités les plus aisés. Parallèlement, l'effort de la partie patronale serait minime, le Medef et la CPME ayant souligné leur opposition à tout relèvement des cotisations. Outre leur effort sur la pénibilité, estimé à 400 millions d'euros, les employeurs ne contribueront qu'à hauteur de 600 mil-

liards d'euros, grâce notamment à l'assujettissement de certains revenus salariaux (tels que les tickets-restaurant, les chèques vacances) au forfait social. En contrepartie aux efforts patronaux sur la pénibilité, le dispositif des carrières longues, assoupli par la réforme de 2023, pourrait aussi être revu à la baisse, avec des économies allant de 1,3 à 1,9 milliard d'euros.

#### UN NOUVEAU PILOTAGE ET UNE CAPITALISATION?

Les sujets les moins débattus sont aussi de plus long terme. Il y a d'abord le pilotage du régime de base des retraites: «Les partenaires sociaux peuvent être davantage responsabilisés dans ce pilotage, de manière permanente», peut-on lire dans le document de travail consulté par Libération, les potentiels signataires demandant «qu'une négociation spécifique [...] ait lieu d'ici fin 2026, et que les pouvoirs

publics en tiennent compte pour améliorer et renforcer le pilotage du système de retraites». A terme, l'idée serait de se rapprocher du modèle des retraites complémentaires de l'Agirc-Arrco, entièrement paritaire et régi par une «règle d'or» qui l'oblige à disposer en permanence de réserves confortables. Quitte à réduire à intervalles réguliers les droits des actuels ou futurs pensionnés. Se rapprocher, mais pas faire la même chose: dans le cas des retraites de base, le gouvernement garderait la tutelle du système. Un autre sujet plus inflammable a fait son chemin sans heurts à travers les quatre mois de discussions: la – potentiellement très coûteuse – retraite par capitalisation. En cas d'accord, une négociation nationale interprofessionnelle pourrait s'ouvrir «sur le développement, pour une part subsidiaire», de ce modèle, en vue de formuler des propositions d'ici la fin 2026. ♦



Le 81<sup>e</sup> congrès du Parti socialiste, à Nancy dimanche. PHOTO JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN. AFP

# Pour les socialistes, «la censure reste sérieusement sur la table»

**Les députés PS préviennent qu'ils pourraient censurer François Bayrou si les conclusions du conclave sur les retraites ne sont pas soumises au Parlement.**

**C**ensurera? Censurera pas? Omniprésente dans les débats internes du Parti socialiste en début d'année au moment de l'examen du budget 2025 – le premier de François Bayrou –, la question de faire tomber ou non le gouvernement va se poser dans les prochains jours pour le parti à la rose. Mardi, le conclave sur les retraites doit prendre fin et la probabilité d'en voir sortir un accord entre les syndicats et

le patronat est très faible. Chaque parti aura alors à se positionner en fonction des annonces de Matignon sur ce sujet explosif. Notamment les députés PS qui, il y a quelques mois, ont décidé d'épargner au Béarnais un renversement prématué. «C'est un peu une heure de vérité. Ce que nous jouons c'est l'image du PS», pose le député d'Indre-et-Loire Laurent Baumel, favorable à une censure de François Bayrou.

En février, les socialistes avaient pris le chemin inverse de leurs partenaires, qui constituaient encore le Nouveau Front populaire. Alors que les insoumis, les communistes et les écologistes avaient tranché sans difficulté pour une censure du Premier ministre, les roses avaient, eux, ouvert des négociations avec Matignon.

**Contenu.** Après d'interminables demandes de clarifi-

cations du gouvernement et d'intenses débats internes, ils avaient décidé de ne pas joindre leurs voix au reste de la gauche pour renverser Bayrou. Pour justifier cette décision, qui a provoqué la colère de LFI, les négociateurs du PS avaient évoqué leur souhait de voir le pays se doter d'un budget, et la «victoire» qu'ils avaient, disaient-ils, arrachée. A savoir, l'engagement du Premier ministre de soumettre au Parlement les conclusions du conclave, donnant aux députés et sénateurs la possibilité de les amender et de se prononcer dessus. Mais rien n'indique que ce sera vraiment le cas, tant la formulation du chef du gouvernement était floue.

En attendant les conclusions du conclave et les suites qu'entend y donner Matignon, les socialistes refusent de se positionner sur une censure du gouvernement. «On verra ce qui en ressort», ont répété tout le week-end les cadres du PS réunis en congrès à Nancy. En revanche, les élus du parti, notamment pour jouer le rapport de force avec l'exécutif, insistent sur un point: ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas censuré le gouvernement en début d'année qu'ils l'épargneront une nouvelle fois. «François Bayrou doit comprendre que nous ne sommes pas son assurance vie», expliquait samedi à la presse le premier secrétaire, Olivier Faure. «S'il se parjure, nous le censurerons. Il ne faut pas prendre les enfants du bon dieu pour des canards sauvages.» «La censure reste sérieusement sur la table», abonde le député du Calvados Arthur Delaporte.

Tout dépendra donc d'une potentielle arrivée au Parlement des conclusions du député de la Drôme Paul Christophe. Membre de l'aile gauche du parti, le trentenaire est un partisan de la première heure de la censure, qu'il a votée à deux reprises en début d'année, à rebours de la position de son groupe. Il espère persuader une majorité de ses collègues de rejoindre sa ligne, et de soutenir une motion de censure qu'il reconnaît avoir déjà écrite.

SACHA NELKEN



Le Premier ministre israélien à la Knesset, le 11 juin. PHOTO MENAHEM KAHANA. AFP

# La fuite en avant du guerrier Nétanyahou

Par **SERGE JULY**  
Cofondateur de «Libération»

## L'alerte

C'est l'Agence internationale de l'énergie atomique qui a donné l'alerte sur le délai, très court, avant lequel les Iraniens seraient en mesure de fabriquer des bombes nucléaires. Et, une fois cet objectif atteint, la forte probabilité qu'ils utilisent ces bombes contre Israël, puisque depuis la victoire de l'ayatollah Khomeiny en 1979, l'Etat juif est pour les mollahs le pays maléfique par nature, à détruire de toute urgence.

## La méthode Nétanyahou

Drôle de semaine pour le Premier ministre israélien. Il a échappé à une motion de censure de la part de l'extrême droite, qui revendiquait pour les appels orthodoxes un droit d'exemption du service militaire, à la différence de tous les autres citoyens israéliens, et contrairement à une décision de la Cour suprême israélienne qui a considéré il y a un an que cette exemption ne reposait sur aucune base légale. La guerre avec l'Iran tombe donc bien. Les partis religieux et d'extrême droite ayant été convaincus que ce n'était pas le moment de se séparer de Nétanyahou... Lequel, cherchant effectivement à échapper depuis des années à la jus-

tice de son pays pour des incriminations de corruption et plus récemment vis-à-vis de la commission d'enquête sur le pogrom du 7 Octobre, a pour s'en sortir ajouté la guerre à la guerre. D'abord contre le Hamas à Gaza, très meurtrière et sans fin, puis contre le Hezbollah au Liban, contre Bachar al-Assad, l'ancien dirigeant de la Syrie, contre les Houthis du Yémen... Qu'importe que la guerre à Gaza ne lui ait toujours pas permis de libérer tous les otages, elle lui permet d'échapper à la justice... En bombardant l'Iran, le Premier ministre israélien échappe aussi à la question de la reconnaissance de la Palestine par de nombreux Etats, dont la France et d'autres pays européens, le sommet prévu sur le sujet à New York ayant été repartie à une date ultérieure.

## L'exploit militaire

L'opération en Iran a consisté à la fois à éliminer tout l'état-major militaire,

**L'Iran est apparu d'une grande faiblesse tactique dans la riposte.**

une partie de son état-major scientifique, à détruire tout son système de défense antiaérien, ce qui restait de l'aviation, mais aussi la destruction d'une partie des infrastructures nucléaires... Face à cette orchestration militaire de grande ampleur, rendue possible grâce à la présence de forces spéciales israéliennes opérant directement à partir du territoire iranien, l'Iran des mollahs n'a pas fait le poids.

## De l'utilité involontaire de Trump

Si la préparation d'une telle opération n'a bien sûr pas pu échapper à l'Oncle Sam, le président américain est apparu en retrait. Cette guerre torpille les négociations que Trump avait engagées avec l'Iran sur la question du nucléaire. Une réunion devait se tenir dimanche à Oman. Négociations, rappelons-le, que Trump lors de son premier mandat avait décidé de saborder, et qu'il se propose aujourd'hui de relancer avec... le concours de Poutine ! Le problème est que quand on supprime la négociation, il ne reste plus que la guerre... Si Trump ne s'implique pas plus que ça pour l'instant dans ce conflit, c'est sans doute parce que les Etats-

Unis disposent d'un grand nombre de bases militaires au Proche-Orient, relativement faciles d'accès pour l'Iran ou ce qui lui reste de proxs, des groupes armés alliés, dans la région.

## La défaite de «l'axe du mal»

L'Iran est apparu surpris par l'offensive israélienne, pas préparé du tout, assez passif, sans doute par manque d'armes adéquates, et d'une grande faiblesse tactique dans la riposte. Un peu comme si dans un match de boxe, un poids plume se trouvait brutalement confronté à un poids lourd. En fait, les trois jours qui viennent de se passer démontrent s'il en était besoin que toute la stratégie iranienne reposait sur sa collection de milices, à commencer par le Hamas.

Le feu vert donné par l'Iran

militaire. La stratégie israélienne qui a consisté à écraser chacune de ses milices amies avant d'attaquer l'Iran a été payante, puisqu'il n'y avait plus personne pour riposter.

## La solitude de l'Iran

L'Iran entretient d'excellentes relations avec la Russie et la Chine pour une seule raison : ces deux pays lui permettent d'écouler son pétrole, Moscou étant aussi intéressé par la fabrication de drones *made in Iran*. Mais leurs relations sont essentiellement fondées sur le prix du baril. A part l'arme du terrorisme, auquel l'Iran a eu recours dans le passé contre les Etats-Unis, l'Europe et la France, le pétrole est la seule arme à la disposition des Iraniens, avec le blocus éventuel du détroit d'Ormuz par où transite à peu près 20 % du pétrole mondial. A la clé, un renchérissement du prix du brut catastrophique pour l'économie mondiale. Mais aussi pour les Russes et les Chinois... Un chantage est donc possible. ➤

## Réconcilier économie et bien commun



Un essai clair pour comprendre le mutualisme, ce modèle économique qui peut changer la société.

15 €  
Disponible en librairie

**l'aube**  
ditionsdelabe.com



Vue aérienne d'un site iranien où sont stockés des missiles balistiques, visé par des frappes israéliennes. PHOTO MAXAR TECHNOLOGIES. REUTERS

# «On ne peut pas faire disparaître le progrès nucléaire iranien»

L'offensive israélienne en cours contre l'Iran, qui a endommagé des sites stratégiques et tué des personnalités militaires majeures, ne peut que retarder de quelques années le programme nucléaire de la république islamique, estime David Rigoulet-Roze, chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique.

Recueilli par  
**ALEXANDRA SCHWARTZBROD**

David Rigoulet-Roze est chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique et associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques. S'il estime que, «*depuis la révolution de 1979 et l'embargo occidental, l'outil militaire iranien s'est considérablement dégradé*», il note cependant que l'Iran dispose encore de missiles balistiques, «*des armes redoutables par leur trajectoire extra-atmosphérique, qui peuvent atteindre leur objectif en une douzaine de minutes, et qui sont très difficiles à arrêter surtout quand elles sont tirées en essaims*». Le chercheur souligne par ailleurs que si le développement du programme nucléaire iranien peut être retardé de plusieurs années par les frappes israéliennes, la seule chose «*qui pourrait modifier la menace du nucléaire iranien, ce serait un changement de régime*».

**Quel est l'état d'affaiblissement de l'outil militaire iranien après plusieurs jours de frappes israéliennes ?**

Ce sont des frappes de haute intensité avec un ciblage qui s'élargit. Israël a d'abord visé des sites stratégiques à caractère militaire comme les bases de lancement de missiles et la défense antiaérienne ainsi que des sites nucléaires comme Natanz [dans le centre du pays, ndlr]. Il a aussi éliminé des membres majeurs de la structure militaire du régime – notamment le chef d'état-major de l'armée, Mohammad Hossein Bagheri, et le chef du corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI), Hossein Salami, ainsi que des scientifiques

de premier plan investis de longue date dans le programme nucléaire iranien et sa dimension militaire. L'armée israélienne a indiqué avoir mené depuis vendredi environ 170 frappes aériennes qui ont touché 720 sites à travers tout l'Iran, dans 18 provinces du pays (sur 31). En surface, tous ces sites ont été pilonnés, et notamment les sites nucléaires. Celui de Natanz est sans doute le plus endommagé puisque des bâtiments critiques – dont l'usine de conversion, l'usine de fabrication de plaques de combustible et tout le système électrique alimentant l'enrichissement des centrifugeuses – auraient été rasés. L'aviation israélienne n'aurait toutefois pas atteint le site en profondeur, faute probablement de disposer à ce jour des bombes à forte pénétration – notamment les GBU-57 – dont seuls les Etats-Unis disposent. Donald Trump préférant peut-être conserver une marge de manœuvre dans la perspective hypothétique d'une reprise des négociations.

#### Comment l'armée iranienne est-elle organisée ?

L'armée régulière, ou Artesh, susceptible d'aligner quelque 400 000 hommes, n'est pas en capacité de se confronter à une armée conventionnelle moderne. Depuis la révolution de 1979 et l'embargo occidental, l'outil militaire iranien s'est considérablement dégradé. L'armée de l'air est équipée de vieux F-14 Tomcat – ceux de *Top Gun* avec Tom Cruise – qui ne peuvent quasi plus voler faute de pièces de rechange, la marine est des plus réduites et l'ensemble des équipements sont largement périmés en termes opérationnels. L'essentiel des dotations en matériels est attribué au CGRI, outil militaire idéologique créé par l'ayatollah Khomeiny car il n'avait pas confiance dans l'armée régulière où avaient servi les officiers du chah. Téhéran a dû compenser cette faiblesse conventionnelle par le développement d'une filière balistique (missile et drones) qui demeure l'apanage du corps des Gardiens de la révolution et notamment de sa branche aéronautique dont le chef, Amir Ali Hajizadeh, a aussi été tué par Israël. Ces sites de lancement de missiles constituent la principale capacité de réplique iranienne et ce sont eux que les Israéliens ont ciblés de manière prioritaire au point d'infiltrer en Iran des équipes du Mossad et de forces spéciales, destinées à anticiper in situ le départ des tirs afin de neutraliser ces sites au plus près de manière immédiate.

#### La force des missiles balistiques reste-t-elle importante ?

Les Israéliens s'efforcent depuis longtemps d'empêcher son développement. Et on peut s'interroger a posteriori sur la gigantesque explosion intervenue le 26 avril sur le grand port de Shahid Rajaï, non loin du détroit d'Ormuz, qui aurait discrètement reçu au profit du corps des Gardiens de la révolution une cargaison très importante, en provenance de Chine, de composants chimiques servant à alimenter le carburant solide des missiles de dernière génération. Certains Iraniens n'ont pas hésité à y voir – à tort ou à raison – la main du Mossad. Toujours est-il que le nombre estimé par le Missile Threat Project du Center for Strategic and International Studies de missiles balistiques détenus par l'Iran était de l'ordre de 3 000 avant le début des frappes israéliennes. Un député iranien vient de déclarer préemptoirement que 2 000 missiles pourraient obliger Israël à un cessez-le-feu. Ce sont de fait des armes redoutables par leur trajectoire extra-atmosphérique, qui peuvent atteindre leur objectif en une douzaine de minutes, et qui sont très difficiles à arrêter, surtout quand elles sont tirées en essaims. Une seule munition du système antimissile balistique israélien Arrow-3 coûterait 3,5 millions de dollars ! Il est donc important pour les Israéliens d'économiser les munitions pour parer à cette menace. Les frappes de ces trois derniers jours ont sans doute affaibli cette capacité mais il est difficile de le savoir avec précision car une partie du stock est entreposée dans des sites enfouis sous les montagnes iraniennes qualifiées de «villes de missiles». C'est là que la problématique des bombes à forte pénétration prend toute sa dimension.

**Autres cibles, dites-vous, les hommes forts du régime.**

Oui, tout spécialement les principaux chefs du corps des Gardiens de la révolution, la véritable force militaire de l'Iran. L'élimination du chef des Gardiens de la révolution, Hossein Salami, dans son QG de l'est de Téhéran où il était imprudemment présent le premier jour des frappes, indique certainement une infiltration profonde de tout le système sécuritaire iranien. Par ailleurs, les Israéliens ont éliminé les plus importants scientifiques nucléaires et en

armement du pays. Pas moins de neuf auraient été tués, dont Fereydoun Abbasi, qui fut un temps directeur de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, ainsi que Saeed Borji, spécialiste des détonateurs militaires au sein du SNP [organisation de l'innovation et la recherche défensive] créé en 2010 et longtemps dirigé par Mohsen Fakhrizadeh-Mahabadi, considéré par Israël comme le «père de la bombe iranienne» en gestation et qui fut tué, le 27 novembre 2020, par une opération secrète attribuée au Mossad dans une opération digne d'un film hollywoodien.

#### Est-ce que cela signifie que le programme nucléaire est à terre ?

Non, on ne peut pas faire disparaître le progrès nucléaire iranien. L'Iran a désormais l'«acquis nucléaire» obtenu après plusieurs décennies de travaux. L'élimination de scientifiques concerne le «haut du spectre» mais, derrière, il y a des centaines, voire davantage de techniciens et scientifiques bien formés susceptibles de poursuivre les travaux engagés. Quant aux sites nucléaires – ceux de Natanz ou d'Ispahan pour ne rien dire de Fordo, qui est sans doute le plus difficile à neutraliser –, ils ont sans doute été durablement endommagés mais ils ne sont pas détruits en profondeur. Les Israéliens sont toujours dans une logique de retardement

durable du programme, au moins pour plusieurs années. La seule chose qui pourrait modifier la menace du nucléaire iranien, ce serait un changement de régime.

#### C'est un des objectifs déclarés du gouvernement israélien.

Pas officiellement, même si les appels du Premier ministre à la population iranienne vont dans ce sens. Ce n'est pourtant pas ce que voulait Donald Trump, qui préférait miser sur la négociation. Mais la logique des événements semble s'imposer. L'agenda nucléaire est dans l'ADN de la république islamique pour toutes sortes de raisons. Donc, tant que le régime est là, le programme nu-

cléaire se poursuivra. D'où l'élargissement de l'offensive israélienne aux sites énergétiques (pétroliers, comme la raffinerie d'Abadan, le site pétrochimique Bandar Imam Khomeiny ou la raffinerie de GPL de Fajr Jam qui fournit 70% du gaz consommé en Iran), qui constituent le «trésor national» iranien.

Le risque dans un pays au nationalisme sourcilleux, c'est que cela favorise un basculement d'opinion. La population déteste dans sa grande majorité le régime actuel mais elle pourrait développer un sentiment anti-israélien de plus en plus marqué. D'autant qu'un dollar vaut quasi un million de rials. ▶

# Entre l'Iran et Israël, la violence se poursuit, le bilan s'alourdit

**Depuis vendredi, l'Etat hébreu multiplie les frappes sur le territoire iranien, dont la défense antiaérienne est affaiblie. Téhéran, loin de céder, maintient néanmoins la pression.**

**A**ucune désescalade en vue. Quatre jours après le lancement d'une offensive militaire d'envergure par l'armée israélienne sur l'Iran, les deux rivaux poursuivent leurs échanges de tirs. Les frappes israéliennes, massives et répétées, continuent d'infliger à la république islamique de lourdes pertes humaines et stratégiques. Outre la décapitation d'une partie de la hiérarchie militaire iranienne, Tsahal cible sans relâche installations nucléaires, dépôts de carburant, bâtiments officiels et même postes de police. Lundi, Téhéran a accusé l'armée israélienne d'avoir touché un hôpital de la ville de Kermanshah, dans l'ouest de l'Iran, l'accusant de «crime de guerre». La puissance et la rapidité de cette offensive sont notamment rendues possibles par la vulnérabilité des systèmes de défense antiaérienne iraniens, qui peinent à intercepter les frappes ennemis. Le porte-parole de Tsahal, Effie Defrin, s'est félicité lundi d'avoir acquis une «supériorité aérienne totale dans le ciel de Téhéran», précisant par ailleurs avoir détruit plus de 120 lanceurs de missiles sol-sol dans le centre du pays, soit un tiers de l'arsenal iranien. Le bilan humain s'alourdit lui aussi de jour en jour. Les frappes ont déjà fait plus de 240 morts et 1 200 blessés, selon les chiffres officiels, un décompte que plusieurs observateurs jugent largement sous-estimé. D'après l'organisation Human Rights Watch Activists, basée à

Washington, le nombre réel de victimes dépasserait les 400 morts, dont près de la moitié sont des civils.

Le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, est particulièrement confiant : son pays est d'ores et déjà «sur la voie de la victoire», promet-il. Lundi soir, il a déclaré que tuer l'ayatollah Khamenei «mettrait fin au conflit». Mais l'Iran, qui a affirmé ce week-end qu'il cesserait ses attaques si Israël faisait de même, résiste tant bien que mal. Malgré l'affaiblissement de ses soutiens régionaux, en particulier le Hezbollah libanais, la République islamique dispose toujours d'un important arsenal balistique. Pour la première fois, elle a d'ailleurs utilisé dimanche un missile Haj Qassem (du nom du puissant général Qassem Soleimani, tué en 2020 lors d'un raid américain à Bagdad), l'un des plus récents et plus puissants du programme iranien, mettant une nouvelle fois à rude épreuve le Dôme de fer israélien.

Dans la nuit de dimanche à lundi, une nouvelle salve de missiles iraniens a ainsi touché plusieurs villes du pays, portant à 24 le nombre de morts israéliens et à plus de 500 celui des blessés depuis vendredi. En trois jours, l'Iran aurait tiré plus de 370 missiles et des centaines de drones. Et a promis la poursuite de frappes «plus puissantes, plus sévères, plus précises et plus dévastatrices» que les précédentes si les Etats-Unis refusent d'intervenir pour stopper Israël. Une mise en garde restée lettre morte. Lundi après-midi, alors que Tsahal appelait une partie des habitants de Téhéran à évacuer avant de nouveaux bombardements, les médias iraniens annonçaient que la République islamique serait en train de préparer «la plus large et la plus intense attaque de missiles de l'histoire sur le sol israélien».

**LEA MASSEGUIN**

**CHEZ POL**

Fait maison  
Au comptoir  
Passion archives  
Le chiffre

Chaque jour, toute  
l'actu politique  
décryptée par Libé



Inscrivez-vous  
vite sur  
[liberation.fr/newsletters](http://liberation.fr/newsletters)

DENIS ALLARD POUR LIBÉRATION

# Luca de Meo lâche Renault en pleine accélération

Le groupe automobile a annoncé dimanche le départ de son patron italien pour le géant du luxe Kering à partir du 15 juillet. Si les indicateurs financiers sont dans le vert, cette bonne santé s'est faite en partie sur le dos des salariés de l'entreprise.

Par  
**DAMIEN DOLE**

«**L**'année 2025 sera intense», prédisait en février Jean-Dominique Senard, président du groupe Renault, lors de la présentation de ses résultats annuels 2024. Dimanche soir est en effet survenu un séisme pour son entreprise, mais aussi à l'échelle du CAC40. Dans un communiqué, le groupe Renault annonce le départ du directeur général de la marque au losange, Luca de Meo. Un changement étonnant qui interviendra le 15 juillet, autant dire demain pour une entreprise de la taille du constructeur automobile. La destination de l'Italien est aussi surprenante, puisqu'il doit rejoindre Kering, le géant du luxe dirigé par François-Henri Pinault.

Chez Renault, Luca de Meo laisse derrière lui d'excellents résultats économiques, une transformation vers l'électrique en bonne voie, mais un bilan social assez sombre. «Après cinq années à la tête de Renault Group, Luca de Meo a fait part de sa décision de quitter ses fonctions afin de relever de nouveaux défis en dehors du secteur automobile», est-il écrit dimanche soir dans le communiqué de la marque, le conseil d'administration tenant «à remercier Luca de Meo pour le redressement et la transformation de Renault Group». Rien à voir, en effet, avec le rival Stellantis, qui avait éjecté

Carlos Tavares à l'automne face aux mauvais résultats économiques. Il faut dire que Renault a bouclé son année 2024 avec un chiffre d'affaires en hausse de 7,4 % sur un an et des profits qui auraient pu être de 2,8 milliards (+21 %) sans les soucis de Nissan, duquel Renault se détache toujours plus. Le départ du directeur général est d'ailleurs sanctionné en Bourse, puisque l'action de la marque perd 8,2 %, lundi.

#### FORTE PROGRESSION

Surtout, ces bons résultats économiques tranchent dans la période terne que traverse le secteur automobile. Et dans la nécessaire transition vers l'électrique, qui a patiné l'an dernier en Europe, Renault parvient à tirer son épingle du jeu, avec de bons modèles (Megane, Scenic, Renault 4 et la tonitruante Renault 5). Sur les quatre premiers mois de l'année, le losange est la troisième marque la plus vendue dans l'UE, derrière Volkswagen et Toyota, quand il n'était que sixième au début de l'année dernière.

«Qui l'aurait parié? claironnait Luca de Meo en février, lors des résultats annuels de l'entreprise, et dont le mandat avait été renouvelé de quatre ans en mai 2024. Une entreprise qui frôlait la mort il y a moins de quatre ans se retrouve propulsée sur le podium des constructeurs européens, quand ceux qui semblaient hier insubmersibles allument les feux de détresse? Voilà pourtant où nous en



sommes au seuil d'une année 2025 qui promet d'être encore riche en péripéties.» Parmi lesquelles, donc, son départ vers Kering, quelques mois avant la présentation prévue du futur plan stratégique de Renault, qui se fera sans son principal instigateur.

Si les résultats d'une entreprise ne peuvent jamais être attribués à un seul homme, Luca de Meo, 58 ans, y a clairement pris sa part. Mais il est aussi à l'origine de la saignée sociale, que la production de plusieurs modèles 100 % électrique à Douai ou Maubeuge (Nord) ne compense pas en France. La décrue a certes commencé avant son arrivée en juillet 2020, mais les effectifs du groupe sont par exemple passés en France, selon les documents financiers annuels, de 47 978, fin 2019 avant son arrivée à 38 730, cinq ans plus tard. Or, le plus gros des travailleurs dans l'Hexagone travaillent pour Renault, ses véhicules et ses pièces, et étaient donc dans le giron de Luca de Meo pour Renault. Surtout, ces chiffres ne prennent pas en compte les fonderies sous-traitantes abandonnées en France, de MBF Aluminium à Saint-Claude (Jura) aux Fonderies du Poitou à Ingrandes (Vienne) en passant par la Fonderie de Bretagne à Caudan (Morbihan).

#### AFFAIRE PAS MINCE

*«Le sentiment qui prédomine ce dimanche soir, c'est la colère contre ce mercenaire qui a démantelé le groupe Renault en de nombreuses filiales en quelques années, fulmine Florent Grimaldi, délégué syndical CGT Ampere SAS. Il quitte le navire pour un groupe de luxe alors que la filiale électrique, Ampere, se trouve confrontée au retournement massif de tendance sur le 100 % électrique.»* L'élu est par ailleurs un historique du site de Renault Lardy (Essonne), dont les ingénieurs ont aussi payé un lourd tribut de la politique sociale de l'entreprise.

Du côté de la piste d'atterrissage de Luca de Meo, l'affaire n'est pas mince. Après avoir fait toute sa carrière dans l'automobile (Toyota, Volkswagen, Seat, Fiat, Alfa Romeo...), il débarque dans une entreprise dans le rouge, avec des ventes en berne et une action qui a fondu de 45 % en un an. En arrivant dans le groupe Renault, il avait promis une «Renaulution» – qu'il ne mènera finalement pas jusqu'au bout. La famille Pinault attend le même redressement, même si le nouvel arrivant va totalement découvrir le secteur du luxe. Kering (+13,2 % en Bourse à la clôture lundi) a expliqué que les fonctions de président et de directeur général seront désormais scindées : François-Henri Pinault, 88 ans, restera président, de Meo devenant DG. «Son expérience à la tête d'un groupe international coté, sa compréhension fine des marques, son sens d'une culture d'entreprise forte et respectueuse, m'ont convaincu qu'il était le dirigeant que je recherchais pour insuffler une nouvelle vision et piloter ce chapitre de l'histoire de notre groupe», écrit le miliardaire, lundi, dans un communiqué. ◀

# Y a-t-il encore un pilote dans l'auto française ?

**Le départ de Luca de Meo après celui de Carlos Tavares, débarqué par Stellantis, marque un tournant pour l'industrie. Les deux groupes sont engagés dans une course à la taille existentielle pour survivre à la révolution électrique.**

**L**e premier a été brutalement éjecté par ses actionnaires pour cause de contre-performance financière, le second quitte son poste de son propre chef alors que son bilan était plutôt flatteur. Après le départ de Carlos Tavares de chez Stellantis fin 2024, celui de Luca de Meo, dont on a appris dimanche soir qu'il lâchait les commandes de Renault pour prendre la direction du groupe de luxe Kering (Pinault), n'est pas de très bon augure. Ni pour le losange, dont la «Renaulution» annoncée par Luca de Meo à son arrivée en 2021 reste au milieu du gué. Ni pour l'industrie automobile française pour qui ce changement de règne à la tête de ses deux fleurons historiques marque sans doute la fin d'une époque.

Si Carlos Tavares a accepté sans broncher son éviction à 66 ans, ce n'est pas seulement parce que sa retraite anticipée était amortie par un parachute de 35 millions d'euros : il savait pertinemment que la sortie de route se rapprochait à grande vitesse pour Stellantis, le géant franco-italo-américain né de la fusion de PSA Peugeot-Citroën et Fiat Chrysler. De la même manière, le départ précipité de Luca de Meo, à 58 ans, alors qu'il venait d'être renouvelé pour quatre ans à la tête de Renault, ressemble à celui d'un conducteur sautant en marche avant le plongeon dans le vide. Jamais, en effet, l'avenir n'a été aussi incertain pour l'industrie automobile. La révolution électrique est bien là. Mais ce sont les entreprises chinoises qui la mènent tambour battant. Et ce sont les constructeurs de la vieille Europe qui risquent de se retrouver la tête sur le billot.

**Marges.** Rappelons quelques chiffres. Selon un récent rapport de l'IAE, il se vendra 20 millions de véhicules électrifiés dans le monde cette année, une voiture sur quatre. Mais sur ce total, plus de 10 millions seront made in China. Les BYD, Lynk et autres Leapmotor savent désormais concevoir et sortir une voiture électrique en à peine deux ans. Et Tesla ne mène plus la course de l'innovation : BYD vient ainsi de dévoiler un système de recharge promettant à ses futurs modèles de récupérer 470 km d'autonomie en cinq minutes ! De leur côté, Stellantis et Renault ne sont pas restés les bras ballants. Mais quels que

soient leurs efforts et le succès de nouveaux modèles comme la petite R5, ils ne luttent pas à armes égales. Les dizaines de milliards d'euros qu'ils ont misés dans la «watture» se heurtent au mur de la réalité : celui d'un marché au ralenti (les ventes ont stagné l'an dernier en Europe et reculé de 3 % en France), où la courbe des voitures électriques s'envole moins que prévu (-7 % en France en mai par rapport à l'an dernier selon les chiffres de la Plateforme automobile), et où les marges ont été massacrées par la guerre des prix déclenchée par la Chine. Comment rentabiliser ses investissements dans des gigafactories de batteries et l'électrification complète de sa gamme quand le tarif d'appel d'une voiture électrique est en train de passer sous la barre des 25 000 euros ? Ni Carlos Tavares ni Luca de Meo n'avaient la réponse. Mais ils répétaient sur tous les tons que l'industrie européenne de l'automobile était en danger de mort, prise en étau entre l'offensive chinoise et la pression accrue de la réglementation européenne vers le zéro émission.

**Turbulences.** Stellantis a certes trouvé un nouveau pilote : doté lui aussi d'un salaire mirobolant qui approche les 20 millions d'euros par an, l'Italien Antonio Filosa s'est vu confier la mission de redresser les ventes et les comptes du numéro trois mondial de l'automobile. Mais l'ancien patron de Jeep sera payé en dollars et basé à Detroit, la capitale des «Big Three» (Ford, General Motors, Chrysler). Cela dit quelque chose du déplacement du centre de gravité d'un groupe automobile autrefois français, mais dont la famille Peugeot ne fait plus mystère de son intention de se retirer. La multinationale Stellantis préservera-t-elle encore un peu l'emploi en France et en Italie si les ventes de Peugeot et Fiat continuent à reculer ? Rien n'est moins sûr.

Et si Renault doit rapidement trouver un successeur à Luca de Meo – le patron de Dacia, Denis Le Vot, semble bien placé mais on parle aussi du Britannique Wayne Griffiths, qui vient de quitter Seat et Cupra –, le losange doit s'attendre aussi à de fortes turbulences. Malgré son redressement, Renault est bien trop petit (56 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2024 contre 325 milliards pour Volkswagen ou 157 milliards pour Stellantis) pour survivre seul dans ce monde de brutes. Son prochain patron aura sans doute pour première mission de trouver une nouvelle alliance après la fin de celle avec Nissan. Mais dans les deux cas on peut se demander si la France aura encore son mot à dire sur l'avenir de sa gloireuse industrie automobile.

JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD

# Libération

**Chaque mardi,  
la newsletter  
de «Libération»  
passe au crible  
l'extrême droite.  
du RN  
aux groupuscules  
violents**



# FRONTAL

**Inscrivez-vous  
sur libe.fr/frontal**



# TÉLÉVISION

## «Sommes-nous tous racistes ?»

### Oui

Diffusée ce mardi sur France 2, l'émission au titre provocateur s'attache à démontrer l'influence des préjugés racistes à travers des expériences bien connues en matière de sciences sociales. Elle suscite en tout cas déjà l'ire de la bollosphère.

Par  
**ADRIEN FRANQUE**

Dans une salle d'attente, quatre chaises sont disposées contre un mur, avec deux hommes, habillés de manière identique, assis côte à côté au milieu. Seule différence: l'un est noir, l'autre est blanc. Où les cobayes vont-ils s'asseoir? Ça ne manque pas: quatre participants successifs s'installent sur la chaise à côté de l'homme blanc. Sont-ils influencés par la configuration de la pièce? Les deux hommes échangent alors leurs places. Et là aussi, les participants choisissent - à une exception près - de s'asseoir à côté de l'homme blanc.

#### CONFESSONNAL

Voilà le genre de séquence au cœur de l'émission *Sommes-nous tous racistes?* diffusée ce mardi 17 juin sur France 2, et suivie par deux documentaires: *Noirs en France* et *Je ne suis pas chinetoque: histoire du racisme anti-asiatique*. Le dispositif s'articule autour d'expériences bien connues dans le domaine des sciences sociales, se penchant sur l'influence des préjugés racistes et, plus largement, des discriminations sur nos comportements - une autre séquence s'intéresse ainsi à la glottophobie, soit les stéréotypes attachés à certains accents.

Les 50 participants volontaires n'ont pas connaissance du sujet de l'émission, et pensent prendre part à des tests sur les «mystères du cerveau», pour un programme présenté par Jamy Gourmaud. Pendant ce temps-là, en coulisses, la présentatrice Marie Drucker décrypte les différentes expériences en compagnie de l'acteur-réalisateur Lucien Jean-Baptiste, grand témoin de l'émission, et du psychosociologue Sylvain Delouvée, maître de conférences à l'université Rennes II. Dispositif ingénieux et efficace, adapté à l'époque avec son mélange de télé-réalité (les cobayes commentent même les expériences dans une sorte de confessionnal) et de «react», ce format en vogue sur Twitch ou YouTube dans lequel des créateurs de contenus se filment en train de réagir à des vidéos - ici,

Lucien Jean-Baptiste lie les résultats de ces tests à son propre vécu. En complément, les explications du psychosociologue Sylvain Delouvée viennent apporter un contrepoint scientifique bienvenu.

#### TIMING INCONGRU

Certains se sont en tout cas sentis visés par le titre provocateur de l'émission. C'est le cas d'Alexandre Devecchio, qui s'est fendu vendredi d'un billet dans *le Figaro magazine* sans même avoir vu le programme: «*France Télévisions va-t-elle "brain-washer" les Français sur l'existence d'un racisme systémique dans notre pays?*» Quelques jours plus tôt, Sonia Mabrouk avait tenu à lancer le débat sur CNews, là aussi sur la seule base de l'intitulé: «*Si vraiment on prend le titre au pied de la lettre, peut-être que le racisme antiblanc sera aussi reconnu?*» espérait-elle. En regardant *Sommes-nous tous racistes?*, ils pourraient bien être déçus, au vu de l'universalité des préjugés racistes démontrés ici. Et c'est ce que l'on pourrait reprocher à l'émission, qui débarque dans un timing qui semble incongru: à l'heure d'une libération effrénée de la parole voire des actes racistes, la simple analyse de nos biais comportementaux vis-à-vis de telle ou telle couleur de peau semble provenir d'une époque bien plus sereine. ◆

**Les 50 participants volontaires n'ont pas connaissance du sujet et pensent prendre part à des tests sur les «mystères du cerveau».**



L'acteur et metteur en scène Lucien Jean-Baptiste à Talmont-Saint-



Le présentateur Jamy Gourmaud teste 50 volontaires sur le plateau.

# «Mais putain, c'est quoi un rôle de noir?»

**Le comédien et réalisateur Lucien Jean-Baptiste est le grand témoin de l'émission «Sommes-nous tous racistes?». Entretien fleuve et faussement décousu sur la Vendée, l'engagement et son parcours.**

**C**a part dans tous les sens sans se perdre. Lucien Jean-Baptiste, 61 ans, fait tout : les questions et les réponses. L'acteur et réalisateur cause de l'émission au titre provocateur, *Sommes-nous tous racistes?* diffusée ce mardi sur France 2 (*lire ci-contre*). Sur le plateau, le psychosociologue Sylvain Delouvé, mais aussi Lucien Jean-Baptiste, une sorte de témoin, qui commente les résultats des tests effectués par 50 bénévoles. Le programme met en image des réflexes et des comportements discriminatoires sans politiser le phénomène. Tout serait inconscient, ou pas loin. Ça se termine avec des câlins entre bénévoles. La montée en flèche depuis des années de l'extrême droite ? La dérive des politiques et des médias ? Tout est enfoui sous le tapis. Au téléphone, l'acteur dépasse le cadre de l'émission. Il parle du racisme qu'il a subi, de son parcours, du capitalisme, de ses films et même de Michael Jackson.

#### **Vous êtes à Paris ?**

Non. Je me suis récemment installé en Vendée. **Vous êtes donc le voisin de Bruno Retailleau...**

Ça commence bien les clichés. Vous auriez fait cette blague à un blanc ? Je taquine, hein, mais vous n'êtes pas le premier à me la faire. Mon pote Dominique Sopo [président de SOS racisme, ndlr], lui, m'a sérieusement demandé : «Qu'est-ce que tu vas foutre chez Retailleau ?» Franchement, les gars, je ne m'installe pas dans une région en fonction des politiques. Et la différence entre nous, c'est que moi, je ne lie pas la Vendée à Bruno Retailleau mais à Georges Clemenceau. Sinon, on ne dirait peut-être pas comme ça, mais je suis très content de parler à *Libé*.

#### **Pourquoi cet enthousiasme ?**

Parce que je n'achète plus *Libé* depuis des années. J'ai été interrogé par une journaliste de votre journal pour parler de la représentativité des noirs dans les médias. Je ne me souviens plus trop de la date, mais ça remonte à une vingtaine d'années. A l'époque, je venais de quitter la sitcom *Caméra café*. Quelques années plus tard, en 2009, mon premier film, *la Première Etoile*, sort au cinéma : un carton. Il fait deux millions d'entrées, gagne des prix, monte les marches à Cannes, et *Libé* fait deux petites lignes pour ne rien dire sur le film : la représentativité n'était plus un sujet. Les seuls qui ont parlé de moi et de mon parcours, c'est *le Figaro*. C'est drôle, non ?

#### **Puisque vous parlez de votre premier film, *la Première Etoile*, on se lance : il était lui-même dans le cliché avec une famille noire qui part au ski...**

Je m'en bats les couilles de la couleur. J'ai grandi à Bonneuil, dans le Val-de-Marne, avec ma mère et mes frères et sœurs. Je suis allé au ski avec la mairie à l'adolescence. En rentrant, j'en ai parlé pendant des heures à ma mère. Elle a décidé de faire des économies pour emmener tous ses enfants au ski l'année suivante. Ce film raconte le sacrifice d'une famille qui n'a pas les moyens. Je n'aurais pas eu ce genre de questions avec une famille blanche. Dans ma vie, j'ai

croisé des personnes extraordinaires, comme [les écrivains martiniquais] Patrick Chamoiseau et Edouard Glissant, qui m'ont expliqué que le problème, c'est l'imaginaire.

#### **C'est-à-dire ?**

On enferme des gens dans des cases. Au cinéma, on m'appelle très peu. Récemment, et sur la tête de mes enfants que c'est vrai, un directeur de casting m'a dit : «*En ce moment, je n'ai pas de rôle de noir pour toi.*» Mais putain, c'est quoi un rôle de noir ? Dans mon dernier film, je suis vendeur de portails. Ça pose un problème à quelqu'un ? Il y a des filles comme Fatoumata Kébé qui sont astrophysiciennes, et on vient encore nous fatiguer ? Tu te souviens lorsque Harry Roselmack a présenté le journal télévisé de TF1 ? C'était un événement parce qu'il est noir. Je m'en tape de sa couleur moi. La seule question à se poser : est-il au niveau ou non ?

#### **Dans l'émission, en introduction, vous êtes présenté comme «un acteur engagé». Ça veut dire quoi ?**

Je n'en sais rien. Moi, je me fais du bien en racontant des histoires. Dans un de mes films, le personnage principal qui sort de prison veut devenir comédien. Ce n'est pas un hasard. Au collège, un prof me disait que je finirais à la poste parce que je suis antillais. Un autre me conseillait de faire de la mécanique. J'ai refusé de me laisser enfermer. Je suis sorti de ma condition pour vivre mon rêve. Je reçois parfois des mails. Il y a toujours des petits fachos qui se plaignent de mes films et qui m'accusent de promouvoir l'immigration. Mais c'est la misère qui revient le plus souvent dans les discussions. Les gens qui ont du mal à finir le mois et à partir en vacances me parlent de leurs difficultés. C'est ça qui me dégoûte. Après, on peut parler d'immigration en prenant le temps de la réflexion. Mais pourquoi on casse la tête à l'Arabe qui fait venir sa petite famille en France et on applaudit celui qui achète le Paris-Saint-Germain ?

#### **En gros, le problème c'est l'argent ?**

Tu vois bien ce qui se passe en ce moment, il y a des mecs, des milliardaires, qui pleurnichent parce qu'ils refusent la taxe Zucman qui consiste à taxer à 2 % les patrimoines de plus de 100 millions d'euros. C'est fou ! Il faut voir les choses de manière globale. Nous ne sommes plus des citoyens mais des consommateurs. Tu sors de la boutique le lundi avec le dernier téléphone et le mercredi, il est déjà périmé. La société passe son temps à frustrer les gens.

#### **On devait parler de racisme et on se retrouve à parler du capitalisme.**

Oui, parce que c'est lié. Mais reprenons. Cette émission montre très bien comment le cerveau intègre le racisme. Elle pose aussi des questions. Comment fait-on lorsque nous ne sommes pas dans la norme ? Pourquoi nous méfions-nous de ce qui semble être différent ? Moi, je fais une force de cette différence.

#### **Vous avez déjà subi le racisme ?**

J'ai vécu tellement de situations, mais je ne me suis jamais inscrit en victime. Je crois que ça vient de ma mère qui m'a appris à foncer. Récemment, je parlais d'athlétisme avec un gars. Et il me dit : «*Vous, les noirs, vous courez vite.*» Mais qu'est-ce qu'il raconte ? Il a déjà fait la course avec moi ? Je ne cours pas vite. Même petit. On jouait dans la cour de récré à Tarzan et on voulait toujours que je sois Cheeta [*le chimpanzé*]. Je me suis construit une carapace pour ne pas perdre de l'énergie.

Il n'y a pas longtemps, je suis allé dans un restaurant des beaux quartiers parisiens pour

déjeuner avec un pote cardiologue. J'arrive un peu en avance à vélo comme un bobo noir que je suis. Avec le casque, la petite sacoche sur le côté. A l'entrée, le mec me fait un signe de la main pour me dire de patienter à droite. Il pensait que j'étais un livreur à vélo comme dans *l'Histoire de Souleymane*. Putain, il était mal après. Il m'a offert le champagne et la meilleure place dans le restau. Que faire ?

#### **Comme dans l'émission, tout est dépolitisé. Vous parlez de «biais». On oublierait presque que l'extrême droite est proche du pouvoir...**

Je fais la différence entre un gars comme ça et un petit facho qui rêve de raticarde. Qu'est-ce que tu veux que je te dise de plus ? L'extrême droite, qui a piqué 4 millions dans la caisse du Parlement européen, ne vient pas faire chier ceux qui ont du pognon. Ils s'en prennent aux petites gens pendant que le monde change et personne ne pourra rien y faire. Il y a des Zaïrois qui bossent à Moscou, des Chinois en Californie, etc. Tout le monde est en mouvement et le réchauffement climatique va accélérer le mouvement. Et qu'est-ce qu'on va devenir avec l'intelligence artificielle qui promet le meilleur et le pire ?

#### **Pourquoi l'émission met à l'image les discriminations raciales, la glottophobie, mais ne démontre rien sur les préjugés en fonction de la religion ?**

Ce n'est pas moi qui ai fait l'émission. Mais je n'ai aucun mal à te parler de la haine immonde contre les Juifs qui ne cesse de monter depuis la guerre à Gaza, ou du raccourci dégoûtant qui est fait contre les Arabes qui sont forcément musulmans, peut-être même islamistes, voire complices des terroristes.

#### **Vous en voulez aux médias dans la montée des discriminations ?**

J'en veux à personne, mais tout le monde doit prendre sa part de responsabilité. On a besoin de commun.

#### **C'est quoi le commun ?**

C'est la Coupe du monde 1998, les Jeux olympiques à Paris, mais aussi dans les moments tragiques, comme les rassemblements dans tout le pays après les attentats. J'aimerais revenir un instant sur le formidable grand mouvement après la victoire de l'équipe de France de foot en 1998. Un truc m'a vraiment fait chier. Tu te souviens du slogan «Black, blanc, beur» ? C'est quoi ce truc débile ? Le grand Aimé Césaire est «black» ? Même dans l'union, on crée des différences. Le noir devient «black», l'Arabe devient «beur» et le «blanc» lui reste blanc et bien au centre. On aurait pu dire «Tous Bleus» ou un truc comme ça pour vraiment rester rassemblés, mais ils ont préféré mettre des gens dans des cases. Un gars m'a dit un jour «*Ça va le black ?*» Mais dégage de là, je ne suis pas un «black», mais un homme noir. Même le mot «arabe» a disparu. Ce n'est pas un gros mot, mais les gens bien éduqués préfèrent dire «maghrébin».

#### **Quel est l'objectif de cette émission ?**

Faire réfléchir les gens. Je suis content parce que les plus jeunes se posent des questions que je ne me posais pas à leur âge. Ça avance, il y a des discussions pour combattre les normes du capitalisme. En te parlant, je pense à Michael Jackson. Il était beau, célèbre et riche mais il a voulu devenir blanc pour être dans la norme. Il s'est fait refaire le nez comme les jeunes filles se font refaire les lèvres aujourd'hui. Ça me révolte de voir des gens changer pour se faire accepter.

*Recueilli par RACHID LAÏRECHE  
Photo CLAUDE PAQUET. VU*



Hilaire (Vendée), samedi.



PHOTO PHARE OUEST PRODUCTIONS



Les six participants et leurs coachs et professeurs lors des répétitions, le 10 juin au collège-lycée Morvan, dans le IX<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Deux

# Eloquence et handicap «J'ai transformé mes peurs en mots»

REPORTAGE

La finale du concours Tous éloquent, dont c'est la troisième édition, a lieu ce mardi. Il y a une semaine se tenait l'ultime répétition des six derniers concurrents, atteints de surdité, de trisomie 21 ou encore de troubles du spectre de l'autisme.

Par  
**MAUD MATHIAS**  
Photos  
**LAURA STEVENS. MODDS**

Silence dans la salle. Les visages sont concentrés, tous les regards tournés vers le pupitre noir qui préside l'assemblée, derrière lequel se tient Jean. Il prend une grande inspiration. Epaules droites, pantalon au pli impeccable et appareil auditif à peine visible dans ses cheveux sombres, il gratifie l'assistance d'un large sourire, puis s'élance. «*On vous l'a tous dit au moins une fois avant un examen, une réunion, un entretien, ou toute autre situation où il fallait assurer.*» A renfort de gestes, de regards complices et de légères touches d'humour, il conquiert un auditoire suspendu à ses lèvres en défendant la thèse qui lui a été attribuée trois mois auparavant : non, la confiance en soi n'est pas un privilège. Enchaînant exemples et arguments, Jean, 23 ans (qui a préféré être cité sous son seul prénom), prend de l'assurance et déploie toute la puissance de sa voix. Jusqu'au point final : «*Le manque de confiance en soi, c'est le doute. Le doute, c'est la peur. Et il n'y a que les fous qui n'ont peur de rien. Et il n'y a que les braves qui surmontent leur peur.*»

Les applaudissements emplissent la salle polyvalente du collège-lycée Morvan, établissement privé du IX<sup>e</sup> arrondissement de Paris accueillant près d'une centaine d'élèves

sourds, malentendants et atteints de troubles du langage. Depuis trois mois, la vaste pièce décorée de papier crépon se transforme chaque mardi soir en atelier d'éloquence pour personnes en situation de handicap. Ces dernières participent à la troisième édition du concours Tous éloquent, piloté par l'association Eloquence de la différence. Ce jour-là, pendant deux heures, les six finalistes s'entraînent, râtent, recommencent, triomphent, sous la supervision des coachs bénévoles de l'association. Ils ont été sélectionnés pour représenter leur handicap lors de la finale, ce mardi 17 juin au théâtre Mogador. A une semaine du grand jour, la tension est palpable : c'est la dernière séance d'entraînement. Une ultime soirée pour fignoler texte et attitude, arguments et gestuelle, avant de défendre sa thèse sur scène devant plus de 1600 personnes.

**«A la manière d'un paon»**  
Jean, sourd oralisant, est presque prêt. Sur son texte, les coachs et autres participants n'ont quasiment plus rien à dire. Le résultat d'un minutieux travail d'écriture : «*Je l'ai un peu retravaillé, j'ai ajouté des exemples, ça me parle plus*», débrieve-t-il après son passage, satisfait de sa performance. Il ne lui reste plus qu'à l'apprendre par cœur pour fluidifier la prise de parole, et trouver un moyen de raccourcir son discours : il explose les cinq minutes imparties. «*La conclusion est par-*



des six finalistes : Soundous, atteinte de bégaiement, et Vincent Saille, porteur de trisomie 21.

*faite. Tu peux enlever le métadiscours de la fin, mais on est dans le détail*, sourit le coach Maxence de Saint-Seine, qui a vu le candidat évoluer tout au long des trois mois d'entraînement. Chacun veille à parler dans un micro-cravate ; les propos sont immédiatement retranscrits par un logiciel sur le large tableau blanc qui couvre une partie du mur, pour rendre les discours et débats accessibles aux personnes déficientes auditives. Pas plus de commentaires : le jeune homme se rassoit, laissant le pupitre à Haron Moussaoui, 20 ans, qui explique en exactement cinq minutes pourquoi il ne faut pas toujours défendre ses idées. Atteint d'un trouble neurodéveloppemental, le jeune homme éprouve des difficultés à saisir les conventions sociales et gérer ses émotions. Un handicap qui en a fait la cible de «beaucoup de moqueries, de rejet» au cours de son parcours scolaire. «Jusqu'à aujourd'hui, je ressens beaucoup de honte vis-à-vis de ce que je suis», confie-t-il. Il a décidé de s'inscrire au concours pour améliorer son écriture et ses capacités d'orateur. «J'en tire de la fierté. A la manière d'un paon qui sort ses plumes, j'ai pu montrer de quoi j'étais capable. Ça m'a aidé et m'a permis de développer mes talents», analyse-t-il.

S'ils ne sont aujourd'hui plus que six finalistes, ils étaient une cinquantaine lors de la première phase. Pendant huit semaines, tous les candidats ont suivi des formations

et ateliers pratiques, apprenant à maîtriser les codes de l'éloquence : l'écriture du discours, l'expressivité ou encore le langage corporel. A l'origine du programme, le concours Eloquence du bégaiement, lancé en 2019 par Eloquence de la différence et réservé aux porteurs de ce handicap. Le programme Tous élégants, dont la première édition a eu lieu en 2023, élargit le concours à cinq autres types de handicap ayant un impact sur la communication orale : la surdité, la trisomie 21, la déficience visuelle, les troubles psychiques et les troubles du spectre de l'autisme (TSA). Mounah Bizri, fondateur et président de l'association, est atteint de bégaiement, d'un trouble autistique et de TDAH (trouble de déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité). De quoi être confronté à «beaucoup de peurs, beaucoup de limites». «J'ai mis plus de temps à trouver mon premier job : mes amis avaient trois entretiens d'embauche à passer, moi j'en avais quinze», se remémore-t-il. Ayant lui-même participé au concours d'éloquence de son école de commerce en 2014, à l'âge de 21 ans, il décide cinq ans plus tard de lancer sa propre compétition destinée aux personnes en situation de handicap. «On montre que les freins qu'on peut imaginer à la prise de parole, quelle que soit notre différence, on peut se les approprier en étant nous-mêmes», soutient-il. Le concours est un espace où le handicap des participants

n'est plus un sujet. «La prise de parole, c'est très compliqué parce qu'on s'expose. Et pouvoir s'exposer sainement, ça peut faire la différence», martèle-t-il. «L'idée est de briser les tabous et les barrières, de montrer que l'on est capable de s'exprimer, handicap ou pas», appuie Malick Ndiaye, directeur des programmes de l'association. La mesure d'impact du programme montre que tous se sentent plus à l'aise dans la communication, peu importe le contexte de prise de parole.»

#### Six prix à remettre

Au cours de ces huit semaines, les candidats participent à des formations communes, mais également à des ateliers spécifiques à leur handicap. «Sur l'expressivité, on va travailler avec les TSA sur le regard. Avec les sourds oralisants, on va davantage s'attarder sur la voix. Pour la déficience visuelle, on peut avoir un module expression corporelle, puisque quand par exemple on leur demande de faire un geste, certains ne l'ont jamais vu et il faut le leur expliquer», détaille Malick Ndiaye. Il a lui-même participé à la première édition d'Eloquence du bégaiement, avant de rejoindre l'association. A la fin de cette première phase du concours, une petite finale permet de sélectionner un candidat par handicap qui, après deux mois d'entraînement supplémentaires, aura l'occasion de se produire au théâtre Mogador. Une immense fierté, mais aussi une source de trac.

«Il y a des moments où le stress monte d'un coup. Cematin, j'ai réalisé que c'était dans sept jours», confie Karine Georges, 39 ans, diagnostiquée il y a un an d'un trouble bipolaire. A cause des problèmes de mémoire dus à sa pathologie, l'apprentissage du texte a été un défi. Elle a travaillé d'arrache-pied pour cette finale : «C'est une occasion incroyable de verbaliser mon handicap, et le donner à sentir à des gens qui ne savent pas du tout ce que ça recouvre.» Son appréhension est partagée par Haron Moussaoui : «1600 personnes, vous invitez vos proches, je ne dirai pas que c'est un exercice qui est facile», avoue le jeune homme, déterminé à délivrer sur scène son discours qui mêle «humour, "sérieux" et théâtralité». L'entraide est de mise entre les participants, qui n'hésitent pas à se prodiguer des conseils : le soir de la finale, il n'y aura que des gagnants.

**«L'idée est de briser les tabous et les barrières, de montrer que l'on est capable de s'exprimer, handicap ou pas.»**

**Malick Ndiaye** Directeur des programmes de l'association Eloquence de la différence.

Six prix seront délivrés aux six candidats, récompensant respectivement la plume, l'humour, l'émotion, l'authenticité, l'engagement et l'originalité. «Il aurait été très compliqué d'avoir des critères communs pour le bégaiement, la trisomie 21 ou le TSA par exemple», explique Malick Ndiaye.

Dans la salle polyvalente du collège-lycée Morvan, les performances se suivent et ne se ressemblent pas. Chacun fait résonner sa voix et son histoire dans toute leur singularité. «J'ai transformé mes peurs en mots, mes doutes en paroles et ma fragilité en force partagée. Et si ce soir, je n'ai touché qu'une seule personne, alors j'ai déjà tout gagné. Tant qu'il y a une voix, tant qu'il y a une plume, il y aura toujours une lumière qui ne s'éteindra pas», conclut Sabrina, déficiente visuelle. «Oh, ça m'a fait du bien», laisse-t-elle échapper en riant, à peine son discours terminé. La coach Laure-Sophie Leroux Manoury complimente le travail d'apprentissage du texte accompli par rapport à la séance précédente. «Je changerais juste l'intonation à la fin, pour qu'on comprenne que c'est ta conclusion. Si ta voix monte, tu dois conclure en descendant», conseille Maxence de Saint-Seine. «Peut-être que tu devrais varier ta voix quand tu parles de tes difficultés à te faire entendre», suggère un autre candidat.

#### Techniques vocales

Le passage devant ses camarades finalistes se révèle plus ardu pour Vincent Saille, 33 ans, atteint de trisomie 21. Il a maintes fois répété son discours, dans lequel il livre sa bataille pour décrocher un emploi dans la restauration et être autonome. «Je sais que je comprends plus lentement et que je fais les choses moins vite. Mais j'ai pu avoir confiance en moi, ma mère a cru en moi et m'a accompagné dans mes rêves», expose celui qui travaille comme serveur. En revanche, il peine à projeter sa voix pour se faire suffisamment entendre. Pour combler cette faiblesse, Martina Urrutia-Aguerreche, professeure d'espagnol et responsable d'Eloquence de la différence au collège-lycée Morvan, met à disposition une salle de classe pour les sessions de travail individuelles. Maxence de Saint-Seine s'y isole avec Vincent Saille afin de travailler particulièrement les techniques vocales. «Ta voix doit venir du ventre, pas de la gorge», explique le coach, qui propose des exercices de respiration pour apprendre à parler plus fort sans s'épuiser. Le candidat s'efforce de répéter les premières phrases de son texte en tenant compte des indications, mais la fatigue se fait sentir et il finit par renoncer à cette session personnalisée.

A 21h30, tous les candidats ont répété leur discours, entendu conseils et compliments des coachs et de leurs camarades, et noté les dernières modifications à apporter à leur texte. L'aventure touche à sa fin pour le petit groupe : la prochaine fois qu'ils se verront, ce sera au Théâtre Mogador, où aucun handicap n'empêchera leur voix de résonner. ♦



LIBÉ.FR

### Espionnage: au Salon du Bourget, «il est clair que des gens viennent chercher du renseignement»

Alors que les affrontements dans les airs entre grandes puissances augmentent et que la compétition économique est exacerbée, le plus grand rendez-vous de l'aéronautique et du spatial au monde est l'occasion pour les Etats, les entreprises ou les groupes criminels de récolter des renseignements économiques et militaires. A lire en intégralité sur [Libération.fr](#) PHOTO REUTERS



Des stands d'entreprises israéliennes sont restés fermés à l'inauguration du salon de l'aéronautique, lundi. PHOTO BENOIT TESSIER.REUTERS

# L'ouverture du salon du Bourget éclipsée par le conflit à Gaza

**Cinq stands d'entreprises israéliennes n'ont pas pu ouvrir, lundi. François Bayrou a justifié cette décision par la situation «extrêmement lourde» dans l'enclave palestinienne.**

Par  
**FRANCK BOUAZIZ**  
au Bourget

**C'**est ce qui s'appelle – littéralement – trouver porte de bois. Ce lundi matin, à 9 heures, les représentants de cinq entreprises israéliennes de défense – Elbit, Rafael, Israel aerospace industries, Uvision et Aeronautics – ont trouvé

leurs stands entouré d'une cloison de contreplaqué destinée à empêcher tout accès aux visiteurs. Le conflit s'est noué quelques heures avant l'ouverture du 55<sup>e</sup> salon aéronautique et de l'espace du Bourget.

Dimanche à 18h30, les entreprises israéliennes reçoivent une lettre officielle du directeur général de la société organisatrice de l'événement leur demandant de renoncer à l'exposition d'un certain nombre de matériels dits «offensifs», sachant qu'il s'agit d'entreprises de défense qui ne

#### L'HISTOIRE DU JOUR

israélienne à Gaza – qui a fait plus 55000 morts en majorité civils selon des données du ministère de la Santé du Hamas, jugées fiables par l'ONU, après l'attaque terroriste du Hamas contre Israël qui a tué 1200 personnes le 7 octobre 2023 (*lire ci-contre*) – est bien entendu en filigrane de cette demande.

**Commentaire.** Immédiatement, les autorités israéliennes réagissent par la voie du ministère de la Défense qui, à Tel Aviv, dé-

nonce une opération de «discrimination». A ce moment-là, la France ne s'est pas encore exprimée sur cette décision. Le Premier ministre, accompagné du ministre des Armées, Sébastien Lecornu, et de son collègue de l'Economie, Eric

Lombard, arrivent ce lundi matin pour l'inauguration du salon du Bourget, avec visiblement des préoccupations uniquement liées au nombre de contrats qui seront annoncés ou aux innovations technologiques.

Ils s'installent en tribune officielle pour assister aux démonstrations en vol d'un Airbus suivi de deux hélicoptères et d'un Rafale pour clôturer le show. Juste avant que les réacteurs ne vrrombissent dans le ciel du Bourget, *Libération* demande à Sébastien Lecornu une réaction quant à cette interdiction signifiée aux exposants israéliens. Silence du ministre qui indique finalement «ne pas vouloir commenter». Même position d'Eric Lombard. Une heure plus tard, après une visite au pas de charge du chalet Airbus, *Libération*

interroge le Premier ministre sur ces fermetures de stands. François Bayrou se fend d'un laconique : «Je suis la situation», tandis qu'à ses côtés, Guillaume Faury, le président du groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales qui est également le patron d'Airbus, tente de temporiser : «Je crois que la situation est dynamique», glisse-t-il au Premier ministre avant que tous deux ne prennent place à bord d'une des voiturettes électriques chargées de transporter les personnalités sur la vaste étendue du salon (l'équivalent de 70 terrains de football).

Durant toute la visite de François Bayrou, qui enchaîne les stands, les organisateurs suivent, téléphone ou talkie-walkie collé à l'oreille, afin de s'informer de la situa-

tion dans le hall 3. Il s'agit de la zone où sont regroupés les exposants israéliens. Devant l'un des stands clos, Shlomo Toaff, le directeur de Rafael Advanced Defense Systems, fait part de son étonnement : «Je ne comprends pas que nos compagnies soient boycottées quand les entreprises d'autres pays peuvent exposer. Tout ce que nous avons prévu d'installer a été examiné et autorisé par les services des douanes, et nous avons payé la location de notre stand.»

**«Exclusion».** Sous le couvert de l'anonymat, un des organisateurs dissimule tant bien que mal son embarras : «Il ne s'agit pas de notre décision, nous n'avons fait qu'appliquer une décision de l'Etat.» Après l'heure du déjeuner et devant les questions qui s'accumulent, le Premier ministre décide de prendre la parole sur le site même du salon aéronautique. «La France considère qu'il y a là une situation terrible pour les Gazaouis, [...] du point de vue humanitaire, du point de vue sécuritaire, extrêmement lourde. La France a tenu à manifester que les armements offensifs ne devaient pas être présents.» L'heure ne semble pas à l'apaisement, puisque le directeur général du ministère israélien de la Défense a dénoncé une «exclusion commerciale d'Israël de manière à l'empêcher d'entrer en concurrence avec des entreprises françaises».

Affirmant qu'il n'est pas question pour les entreprises concernées de revoir leur position, il n'exclut pas des recours en justice pour demander réparation. Les tribunaux semblent décidément omniprésents dans cette affaire, puisqu'avant même que le salon du Bourget n'ouvre ses portes, plusieurs associations ont entamé une action contre la présence d'entreprises israéliennes. Elles ont été déboutées en première instance comme en appel. Il y a quelques mois, les salons Euronaval et Eurosatory avaient donné lieu à des procédures similaires, dans lesquelles les tribunaux ont confirmé la présence d'exposants israéliens. La justice semble devoir s'inviter systématiquement à la frontière de la diplomatie et du commerce. ◀



LIBÉ.FR

### Piratage d'Adecco : à Lyon, le procès de hackeurs hameçonnés par «une forme d'escalade addictive»

Quatorze prévenus sont jugés jusqu'au 27 juin par le tribunal judiciaire de Lyon pour escroquerie en bande organisée, faux, usage de faux et blanchiment d'argent, après avoir massivement piraté les données du leader de l'intérieur. Ils auraient empoché plusieurs millions d'euros. Plus de 70 000 victimes ont été identifiées et plus de 2 400 se sont constituées parties civiles. PHOTO AFP

# Corruption en Espagne : le gouvernement Sánchez menacé

Depuis son arrivée au pouvoir en 2018, le fringant leader socialiste a résisté à toutes les tempêtes, notamment les attaques féroces des conservateurs du Parti populaire et des ultras de Vox. «Mais là, pour la première fois, glisse un élu socialiste, il est vraiment tout près d'un précipice politique qu'il va lui être très difficile d'éviter.» La semaine dernière, le rapport de l'unité centrale opérative de la Garde civile a explosé comme une bombe à fragmentation : il raconte par le menu comment un conseiller ministériel et deux secrétaires d'organisation du Parti socialiste, l'ancien et l'actuel, étaient de mèche

pour opérer dans des activités délictueuses et de corruption. Rien de bien original : de l'argent d'entrepreneurs en échange de contrats publics. Le premier de cette triade, Koldo Garcia, était déjà mis en examen. Le deuxième, l'ancien ministre des Transports et numéro 3 socialiste, José Luis Abalos, avait été démis de ses fonctions en 2021 par Pedro Sánchez, sans que l'on sache pourquoi. Le troisième, le plus mystérieux et la cause de la déflagration, est le député et secrétaire à l'organisation du parti actuel, Santos Cerdán. Dans le rapport des enquêteurs, tout sort au grand jour : les conversations pour tou-

cher les «*mordidas*» (pots-de-vin), les recommandations mutuelles pour éviter d'être découverts par les cadres du parti, les conseils pour se répartir les «meilleures prostituées», etc. «Des évidences de délinquance en col blanc baignées de médiocrité et d'une rare vulgarité», résume l'analyste Enric Juliana. Qui causent la désolation au sein des troupes socialistes et la sidération de leur électeur. Au-delà des soupçons de savoir si le chef du gouvernement était ou non au courant des agissements de ces individus, ses hommes de confiance depuis son premier mandat, une seule question se pose aujourd'hui : que va-

t-il faire ? Ces derniers jours, Pedro Sánchez s'est dit profondément «décu» par Santos Cerdán en particulier, qui avait toute sa confiance pour gérer les affaires du parti lorsque lui-même devait se consacrer à la gouvernance du pays. «Il m'a menti sans vergogne», a lâché Sánchez. Après avoir demandé «pardon», il a déjà annoncé une «refonte profonde de la direction du parti», et doit proposer une «équipe de transition», ainsi qu'un audit dans les comptes de la formation socialiste, dans un «exercice de transparence nécessaire».

**FRANÇOIS MUSSEAU**  
Correspondant à Madrid

-18%

**C'est la baisse des émissions de gaz à effet de serre en France en 2024.** Soit une diminution moins importante qu'en 2023 et une cadence insuffisante si le pays veut atteindre ses objectifs climatiques en 2030, selon l'association Citepa. Les résultats sont surtout plombés par le secteur du bâtiment et de l'agriculture, presque au point mort par rapport à l'an dernier. Et les transports, qui représentent près d'un tiers des émissions, sont toujours à la peine. Heureusement, le secteur de l'énergie compense en partie les déboires des autres domaines grâce à une chute des émissions de gaz à effet de serre de 10,2% par rapport à 2023, grâce à une production accrue d'électricité décarbonée. **M.Lx**

## Gaza Vingt morts dans une distribution d'aide alimentaire

La Défense civile de Gaza a annoncé que 20 personnes avaient été tuées lundi par des tirs de l'armée israélienne en allant chercher de l'aide humanitaire. «Plus de 200 blessés [...] dont certains dans un état grave, ont été transférés» vers des hôpitaux de la bande de Gaza, a ajouté le porte-parole de la Défense civile, Mahmoud Bassal, ajoutant qu'«ils attendaient de pouvoir accéder au centre d'aide américain à Rafah» (dans le Sud). Aux abords de ce centre, comme autour d'autres points de distributions gérés par la Fondation humanitaire de Gaza – organisation privée soutenue par les Etats-Unis et Israël et dont les financements restent opaques – des scènes de chaos, violentes et meurtrières, se répètent. (avec AFP)

## Mercato TV Anne-Sophie Lapix chez M6 et RTL à la rentrée



Ecartée de la présentation du 20 heures de France 2, Anne-Sophie Lapix va animer à partir de la rentrée la tranche 18-20 heures sur RTL à la place d'Yves Calvi, selon un message interne de la direction de la radio RTL. Dans la foulée, la chaîne M6 a également annoncé l'arrivée de la journaliste de 53 ans sur son antenne. «Elle proposera chaque semaine un grand entretien dominical avec une personnalité qui fait l'actualité», précise le communiqué de M6. Par ailleurs, Anne-Sophie Lapix prendra les commandes de primés événementiels consacrés aux grands sujets politiques, sociaux ou d'actualité.» (avec AFP) PHOTO FILMMAGIC

## Hors ligne Le réseau SFR en panne

L'opérateur SFR a été victime d'une panne du réseau mobile lundi, qui a touché «les utilisateurs de manière aléatoire», a indiqué l'entreprise à Libération. Il n'était ainsi plus possible d'accéder à Internet, de passer des appels ou d'envoyer des SMS. Sur le site spécialisé Downdetector, plus de 10 000 signalements étaient remontés à la mi-journée.

# Elue tuée aux Etats-Unis : Vance Boelter, un suspect très réactionnaire

Après deux jours de recherches, qualifiées de «chasse à l'homme» par les autorités du Minnesota, la police a fini par retrouver la trace de Vance Boelter. L'homme de 57 ans, principal suspect d'une double attaque contre des élus qui a ébranlé les Etats-Unis en fin de semaine, a été arrêté dimanche à proximité de sa résidence à Green Isle, à une heure de route de Minneapolis, la plus grande ville du Minnesota. Il est accusé d'avoir tué dans la nuit de vendredi à samedi une célèbre responsable politique locale, Melissa Hortman, ancienne présidente démocrate de la Chambre des représentants étatique, ainsi que le mari de celle-ci. Lors de la même soirée, il aurait aussi attaqué à son domicile John Hoffman, membre du Sénat du Minnesota, blessé par balles comme son épouse. Tous deux ont été hospitalisés, mais leur pronostic vital n'est pas engagé.

**Anti-abortement.** Tim Walz, gouverneur du Minnesota et colistier de la candidate Kamala Harris lors de l'élection présidentielle

en 2024, a dénoncé un «acte délibéré de violence politique». Le procureur fédéral du Minnesota a précisé lundi que le suspect s'était rendu la nuit du crime aux domiciles de quatre élus différents, tous démocrates, «avec l'intention de les tuer». Sur ses réseaux sociaux, Vance Boelter se montrait toutefois discret quant à ses opinions politiques. En 2016, un document officiel établi au moment de sa nomination au sein d'un conseil économique composé d'entrepreneurs chargés d'assister le gouverneur du Minnesota n'avait renseigné aucune affiliation partisane à son sujet – ni républicain, ni démocrate. «Ni l'un, ni l'autre», indique le rapport.

Mais un ami d'enfance du suspect, dénommé David Carlson, a raconté à la presse que ce dernier était un partisan de Donald Trump, pour lequel il aurait voté l'année dernière. Il serait aussi possesseur d'armes, évangélique fervent («J'ai rencontré Jésus quand j'avais 17 ans et je lui ai donné ma vie», disait-il en 2023) et opposant farou-

che du droit à l'avortement, cheval de bataille de la démocrate Melissa Hortman qu'il est accusé d'avoir tué. Dans sa voiture, samedi, les enquêteurs ont récupéré une liste de cibles comportant environ 70 noms. Parmi eux figurent notamment des responsables politiques démocrates, des défenseurs de l'IVG et des centres de planning familial.

**Sermons.** Titulaire d'un master en sciences du management obtenu à l'université cardinal Stritch dans le Wisconsin, Vance

Boelter a passé l'essentiel de sa carrière professionnelle dans le secteur de l'industrie alimentaire, au sein du groupe Nestlé par exemple. En ligne, ce père de cinq enfants apparaît aussi comme cadre d'une société de sécurité privée du Minnesota, dont la directrice est son épouse. Une activité qui pourrait lui avoir permis de se procurer la voiture de police qu'il aurait utilisée pour commettre ses attaques. Ces derniers mois, cependant, le quinquagénaire semble avoir éprouvé

### PROFIL

des difficultés financières qui l'ont poussé à occuper un autre emploi, dans un service de pompes funèbres. Sur sa page LinkedIn, Vance Boelter assure par ailleurs être le directeur d'une entreprise baptisée «Red Lion Group» et basée en république démocratique du Congo, dont la mission serait de créer «des bons emplois pour la population locale».

Il apparaît en fait que le chrétien évangélique a effectué plusieurs séjours dans le pays africain, et qu'il a prononcé des sermons, à l'église, pour raconter sa foi et son histoire. L'un d'eux, en 2023, avait trahi ses opinions conservatrices et son hostilité vis-à-vis des personnes LGBT. «Ils a des gens, surtout aux Etats-Unis, qui ne savent pas quel est leur sexe, qui ne connaissent pas leur orientation sexuelle [...]. L'ennemi s'est introduit très loin dans leur esprit et dans leur âme», avait-il déclaré. Vance Boelter a été inculpé pour meurtre, et les enquêteurs attendent désormais d'entendre ses explications.

**SAMUEL RAVIER-REGNAT**

# HIGH-TECH

## La Silicon Valley lorgne la course aux lunettes connectées

Les géants américains comme Meta et Google voient dans cet accessoire un bouleversement technologique capable de mettre les téléphones au placard. Une innovation qui questionne le respect de notre vie privée.

Par  
**AUGUSTIN LASSAUSSOIS**

**L**ong Beach, en Californie, mardi 10 juin. Le public de l'Augmented World Expo, un événement annuel dédié à la réalité augmentée, est venu nombreux. Sur la scène principale, le patron du réseau social Snapchat, Evan Spiegel, tout de noir vêtu, défile micro à la main. Derrière lui, une présentation retrace les différentes générations de lunettes connectées produites par son entreprise. Toutes ont connu le même sort, l'échec commercial, mais l'homme de 35 ans ne le mentionne pas, bien au contraire. Sous les applaudissements et les cris d'encouragement de son audience, il préfère annoncer en grande pompe la sortie d'une nouvelle paire, cette fois-ci avec de la réalité augmentée, baptisées «Specs», prévue en 2026.

Après les smartphones, dans un temps pas si lointain, les montres ou encore les écouteurs sans fil, les Gafam semblent ainsi avoir trouvé leur nouvelle lubie technologique:

les lunettes connectées. En apparence, rien de nouveau: deux verres et deux branches posées sur le bout du nez. Mais en plissant les yeux, on distingue deux caméras positionnées dans chaque coin. En regardant de plus près encore, les branches, au sein desquelles sont placés les circuits électriques, sont plus robustes et épaisses que des lunettes classiques. Différents modèles composent le marché mais toutes les lunettes connectées offrent plus ou moins les mêmes services: capture vidéo et audio grâce à des caméras et haut-parleurs intégrés, traduction instantanée, diffusion de vidéos ou de musique en streaming. Tout cela devant nos yeux.

#### CRÉATEURS DE CONTENU

Après plusieurs échecs d'autres entreprises dans les années 2010, Meta est le premier à y avoir cru de nouveau, en 2022. Ses lunettes connectées se sont imposées, sans grande concurrence au départ, comme leaders du marché. Le «coup de maître» opéré par l'entreprise de Mark

Zuckerberg a été de «s'allier à Ray-Ban, une marque reconnue, avec un design épuré, en y ajoutant une technologie de pointe», analyse pour Libération Damien Douani, expert innovations et nouveaux usages numériques. Meta essaie depuis longtemps de sortir différentes gammes de produits pour étendre leur modèle économique. Avec l'aide de Ray-Ban, ils ont créé des lunettes tendance, qui ne ressemblent pas du tout à un produit technologique.» Les «Ray-Ban Meta» s'appuient sur un assistant virtuel qui répond à la commande «Hey Meta» pour effectuer des tâches. Ces lunettes de réalité augmentée sont dopées à l'IA, capable de recevoir des informations, d'identifier des objets, des lieux ou de traduire un texte. «Une véritable success-story et pas seulement aux Etats-Unis», se félicitait en octobre Francesco Milleri, le PDG d'EssilorLuxottica, la multinationale franco-italienne possédant Ray-Ban. Le partenariat avec Meta a été renouvelé au-delà de 2030. Selon les estimations, le géant de la tech aurait vendu plus d'un million



Le marché des lunettes connectées pèse 1,7 milliard d'euros par an dans

de lunettes connectées, disponibles à partir de 329 euros.

A vrai dire, les deux entreprises ne lésinent pas quant à la promotion de leur produit. A l'occasion du florilège de stars présentes au Festival de Cannes cette année, de nombreux influenceurs ou autres personnalités arboraient sur les réseaux sociaux aussi bien que dans la vraie vie des Ray-Ban Meta pour en faire la pub, juste avant le début de l'été. Parmi eux, la créatrice de contenu Léna Situations, qui portait tout sourire une paire assortie à son costume à carreaux, dans un publireportage réalisé avec Brut. De son côté, le rappeur Damso a fait de Ray-Ban Meta le partenaire de la soirée présentation de son court métrage *R.E.M. : Episode 00*, lui-même portant une paire produite en édition limitée avec Coperni.

Loin des paillettes et après un an d'utilisation, Clothilde (1), 34 ans, qui se dit ne pas être très «connectée», loue l'aspect audio offert par cet outil: «Je n'aime pas les écouteurs Bluetooth ou filaires, ce sont des objets à ne pas oublier ou à recharger en plus du téléphone. Avec les lunettes, tout est réuni au même endroit.» La trentenaire les utilise également pour filmer ses proches ou sa ville, «des moments de vie qui restent naturels». Même si elle déplore certains aspects comme la longueur des vidéos qui s'arrêtent au bout de trois minutes, ou l'absence d'étanchéité, pour Clothilde, «ce sont des lunettes connectées mais qui nous déconnectent de notre téléphone».

Actuellement, le marché mondial des lunettes connectées pèse environ 1,7 milliard d'euros par an, avec une croissance de 27,3% prévue entre 2025 et 2030 selon Grand View Research, une société américaine d'études de marché et de conseil. L'ampleur du phénomène reste à mesurer, comparée à celle des autres produits technologiques plus populaires. Par exemple, 226 millions d'iPhone ont été vendus dans le monde rien qu'en 2024. Même un produit plus marginal, comme l'Apple Watch, s'est écoulé à environ 38 millions d'exemplaires en 2024. Témoin du succès éclair de son concurrent, cela n'a pas empêché Google de se jeter dans l'arène. Ou plutôt, d'y retourner. Il y a plus de dix ans, l'entreprise américaine lance les «Google Glass», mais, comme avec Snapchat, l'échec est cuisant: seulement 150 000 petites ventes entre 2013 et 2015 selon les estimations. «Ce n'était pas le bon moment: le produit coûtait très cher, à l'époque, entre 1300 et 1400 euros. Les gens n'étaient pas aussi à l'aise avec le fait de filmer et d'être filmés en permanence», relève Damien Douani.

#### «MOINS D'APPRÉHENSION»

L'entreprise de Mountain View a appris de ses erreurs et a présenté le 20 mai, lors d'une conférence, un prototype de lunettes connectées basées sur son IA Gemini et la plateforme de réalité augmentée Android XR. «Aujourd'hui, la fenêtre d'opportunité semble plus favorable: à l'ère



le monde. PHOTOMONTAGE «LIBÉRATION» - PHOTO SNAP, FERRARI, STARFACE

*du numérique, les gens ont l'habitude d'être filmés, ils ont moins d'appréhension, c'est devenu banal pour tout le monde*, glisse-t-il. Dans la même veine que les Ray-Ban Meta, elles seront dotées d'un appareil photo, de micros et d'enceintes intégrées aux branches et pourront répondre à des questions, afficher des notifications, assurer la navigation et bien sûr, filmer.

Apple a également prévu de rentrer dans la danse. Selon le journaliste de Bloomberg Mark Gurman, souvent bien renseigné sur l'entreprise de Tim Cook, une commercialisation de lunettes intelligentes est envisagée pour fin 2026. Dotées de caméras et microphones, elles devraient permettre de gérer des appels, d'écouter de la musique, de traduire en temps réel et de suivre un itinéraire, tout cela avec une intégration poussée de Siri. L'objectif affiché par la marque à la pomme est clair : lancer un modèle similaire aux Ray-Ban Meta, mais les surpasser technologiquement. «La course des Gafam aux lunettes connectées se fait dans la lignée de la multiplication des objets connectés dans notre quotidien, comme les AirPods ou l'Apple Watch», conclut Damien Douani.

Cette innovation technologique n'arrive pas sans son lot de questionnements éthiques et juridiques. Sur les réseaux sociaux, de nombreux vidéastes s'amusent à filmer des gens à leur insu. Des pseudos experts en séduction, des adeptes du prank ou même des humoristes.

Laurent Baffie a été l'un des premiers en France à s'emparer des lunettes intelligentes pour faire des clics. Selon Alexandre Lazarègue, avocat spécialisé dans le droit du numérique, la règle est claire : «C'est illégal de filmer une personne qui n'a pas donné son consentement dans le cadre d'une discussion privée, et encore [plus] de diffuser les extraits sur les réseaux sociaux. C'est une atteinte à la vie privée et considérée comme un délit civil.» De fait, les utilisateurs risquent un an d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende pour violation de la vie privée.

Pire encore, les lunettes connectées peuvent même devenir un outil sorti tout droit d'un film de science-fiction. D'après un article publié par 404 Media, deux étudiants de Harvard ont détourné les fonctionnalités d'une paire de Ray-Ban Meta en les associant à un algorithme de reconnaissance faciale. AnhPhu Nguyen et Caine Ardayfio ont ainsi pu obtenir l'identité, l'adresse et d'autres informations personnelles de n'importe quel in-

**Le coût écologique de la fabrication de lunettes connectées n'est pas neutre : entre 20 et 35 kg de CO<sub>2</sub> émis.**

connu dans la rue, en seulement quelques secondes. Pour ce faire, les deux amis ont développé un programme d'IA qui surveille le flux d'images captées par les lunettes pour identifier les visages puis récupérer les données disponibles sur Internet qui leur sont associées. Selon le service Tech & Co de BFMTV, une première plainte concernant les Ray-Ban Meta, qui a été déposée en France fin octobre auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, est «en cours d'instruction».

#### EFFET DE MODE ?

Actuellement, les Gafam ne peuvent rien faire pour pallier ce problème, si ce n'est interdire la vente. Les utilisateurs font ce qu'ils veulent des caméras», juge Alexandre Lazarègue. De son côté, la maison mère de Facebook et Instagram se défend en rejetant la responsabilité vers ses utilisateurs. Sur son site, l'entreprise a publié «quelques conseils destinés à vous et à vos proches pour utiliser vos lunettes en toute sérénité» comme le fait de cesser un enregistrement «si une personne préfère ne pas être filmée». La compagnie se targue d'avoir instauré un système de LED pour signifier la capture d'images aux interlocuteurs, mais il reste encore très discret.

Pour l'avocat, «d'une certaine manière, les entreprises comme Meta encouragent même les gens à filmer. D'un côté, ce sont eux qui produisent les lunettes connectées et de l'autre, ils possèdent Facebook et Instagram, deux des principaux réseaux sociaux dans le monde. Passer de prendre quelqu'un en vidéo à le publier sur Internet se fait en un clic».

De son côté, le coût écologique de la fabrication de lunettes connectées n'est pas neutre : entre 20 et 35 kg de CO<sub>2</sub> émis, même s'il reste moindre que celui d'un téléphone, entre 70 et 90 kg selon les estimations. Les deux outils nécessitent en revanche les mêmes métaux rares comme le lithium, l'or ou l'argent.

Les lunettes connectées sont-elles un simple effet de mode ou vont-elles s'imposer dans le temps ? Pour Mark Zuckerberg, la question est toute tranchée : elles sont le format parfait pour l'IA et remplaceront, à terme, les téléphones. «Zuckerberg a surtout besoin de faire rêver ses actionnaires... mais afficher une telle ambition lui permet de montrer que son entreprise ne compte pas rater le train de la prochaine révolution technologique», mesure Damien Douani.

Le créateur de Facebook souhaite lancer une nouvelle génération de lunettes intelligentes dès cet automne, avec l'intégration d'un écran pour afficher le contenu des applications. Pour Damien Douani, «les téléphones règnent sur la tech depuis vingt ans et les Gafam cherchent leur successeur, le prochain objet qui va apporter quelque chose de différent. Aujourd'hui, parmi toutes les options qui existent, les lunettes connectées semblent s'imposer».

(1) Le prénom a été modifié.

# Libération

## Frappes massives en Iran : quels pays ont été survolés par les avions israéliens ?

### Que sait-on de la vidéo d'un manifestant inconscient lors du rassemblement pour la flottille de la liberté ?

### A Los Angeles, pour quelles raisons les robots-taxis Waymo sont ciblés par les protestataires ?

### Les futurs employés fédéraux américains seront-ils sommés de faire la preuve de leur loyauté à Trump ?

**Vous demandez  
nous vérifions**



# CheckNews

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN |





## À LA TÉLÉ CE SOIR

**TF1**

**21h10.** Koh-Lanta - La revanche des 4 Terres. Jeu. Émission 16 (Parties 1 & 2). Présenté par Denis Brogniart.

**23h40.** Koh-Lanta - Les Secrets de Koh-Lanta. Jeu. Émission 8.

**FRANCE 2**

**21h10.** Sommes-nous tous racistes ?. Magazine. Présenté par Marie Drucker & Jamy Gouraud. **22h55.** Infrarouge. Documentaire. Noirs en France.

**FRANCE 3**

**21h05.** À qui profite le doute ?. Téléfilm. Avec Philippe Caroit, Isabelle Otero. **22h35.** Meurtres à La Ciotat. Téléfilm.

**FRANCE 4**

**21h00.** Pretty Yende au Festival de Glanum. Concert. **22h15.** Nadine Sierra & Pretty Yende à la Philharmonie de Paris. Concert.

**FRANCE 5**

**21h05.** Nuisibles de l'été, la guerre est déclarée. Documentaire. **21h55.** Soleil, un business doré. Documentaire. **22h50.** C ce soir.

**CANAL+**

**21h10.** Vingt dieux. Drame. Avec Clément Faveau, Luna Garret. **22h40.** Faut voir ! L'hebdo cinéma. Magazine.

**ARTE**

**21h00.** Les camps, secret du pouvoir chinois. Documentaire. 1/2 - Laogai, le goulag chinois. 2/2 - La surveillance totale. **23h00.** Alliance contre la Chine. Documentaire.

**M6**

**21h10. 9-1-1.** Série. Virus. Les rats de laboratoire. **22h45. 9-1-1.** Série. 6 épisodes.

**PARIS PREMIÈRE**

**21h00.** Les municipaux, ces héros. Comédie. Avec Éric Carrière. **22h35.** Inspecteur La Bavure. Film.

**TMC**

**21h25.** Kung fu Zohra. Comédie. Avec Sabrina Ouazani, Ramzy Bedia. **23h20. 90' Enquêtes.**

**W9**

**21h10.** La petite histoire de France. Série. Avec Alban Ivanov. **22h40.** La petite histoire de France.

**TFX**

**21h10.** Hibernatus. Comédie. Avec Louis de Funès. **22h50.** Fêtes géantes et secrets de famille : tous fous des cousinades.

**CSTAR**

**21h10.** La folie du camping-car. Documentaire. Épisode 6. **23h05.** La folie du camping-car. Documentaire. Épisode 5.

**T18**

**20h40.** Napoléon, la campagne de Russie. Documentaire. La Moskova. La Bérénina. **22h30.** Pour tout dire. Magazine.

**TF1 SÉRIES FILMS**

**21h10.** Camping Paradis. Téléfilm. Éclipse au camping. Avec Laurent Ournac, Thierry Heckendorn. **23h05.** Camping Paradis. Téléfilm.

**6TER**

**21h10.** Divergente. Science-fiction. Avec Shailene Woodley, Theo James. **23h40.** Un jour. Film.

**CHÉRIE 25**

**21h05.** Snapped : les femmes tueuses. Magazine. 2 épisodes. **22h50.** Snapped : les femmes tueuses. Magazine.

**L'ÉQUIPE**

**21h05.** 2 Guns. Drame. Avec Mark Wahlberg, Denzel Washington. **23h00.** L'Équipe du Soir. Magazine.

**RMC DÉCOUVERTE**

**21h10.** Les routiers : profession chauffeur poids lourd. Documentaire. 2 épisodes. **23h10.** Les routiers : profession chauffeur poids lourd.

**RMC STORY**

**21h10.** Transformers. Science-fiction. Avec Shia LaBeouf. **23h40.** Dunkerque.



[www.libération.fr](http://www.libération.fr)  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
tél. : 01 88 47 98 80  
contact@libération.fr

**Édité par la SARL**  
**Libération**  
SARL au capital  
de 23 243 662 €

113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
RCS Paris : 382.028.199

**Principal actionnaire**  
Presse Indépendante SAS

## D SUDOKU 5562 MOYEN

9	4	2			7		
7		8	4	6			9
1	3						6
8	5			2			
			4	5	1	6	3
			6		9		5 2
2						1	5
			1	5	8	2	9
			6	3	2	8	7



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

8	5	9	6	7	3	1	2	4
1	4	2	8	5	9	7	6	3
3	6	7	1	2	4	8	5	9
6	9	3	7	4	8	5	1	2
2	7	4	5	9	1	3	8	6
5	8	1	2	3	6	9	4	7
4	1	5	9	6	7	2	3	8
7	2	6	3	8	5	4	9	1
9	3	8	4	1	2	6	7	5

## D SUDOKU 5562 DIFFICILE

			6		7		
1	3	4	5	2			
4		8			7		
3	8		2			1	7
1	7				5	2	
4	2					9	3
5		2			6		
6	2	8	1	3	9		
		5	6	3			

9	7	8	1	2	4	3	5	6
4	1	2	5	3	6	7	8	9
6	3	5	7	8	9	4	1	2
1	5	6	2	4	7	8	9	3
8	9	4	3	6	5	1	2	7
7	2	3	8	9	1	5	6	4
5	6	9	4	7	8	2	3	1
2	4	1	9	5	3	6	7	8
3	8	7	6	1	2	9	4	5

DIFFICILE

**Libération**  
La boutique

Retrouvez les derniers numéros de « Libération » et nos collectors sur notre boutique



## ABONNEMENTS

Site : [abo.libération.fr](http://abo.libération.fr)  
abonnement@libération.fr  
tarif abonnement 1 an  
France métropolitaine : 384€  
tél. : 01 55 56 71 40

## PUBLICITÉ

**Libé plus**  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
publicite@libération.fr

## PETITES ANNONCES & CARNET

10, bd de Grenelle  
75015 Paris  
tél. : 01 87 39 80 20  
annonces@teamedia.fr

**IMPRESSION**  
Midi Print (Gallargues),  
POP (La Courneuve),  
Nancy Print (Jarville),  
CILA (Héric)  
Imprimé en France

**ACPM**

LE TRI + FACILE

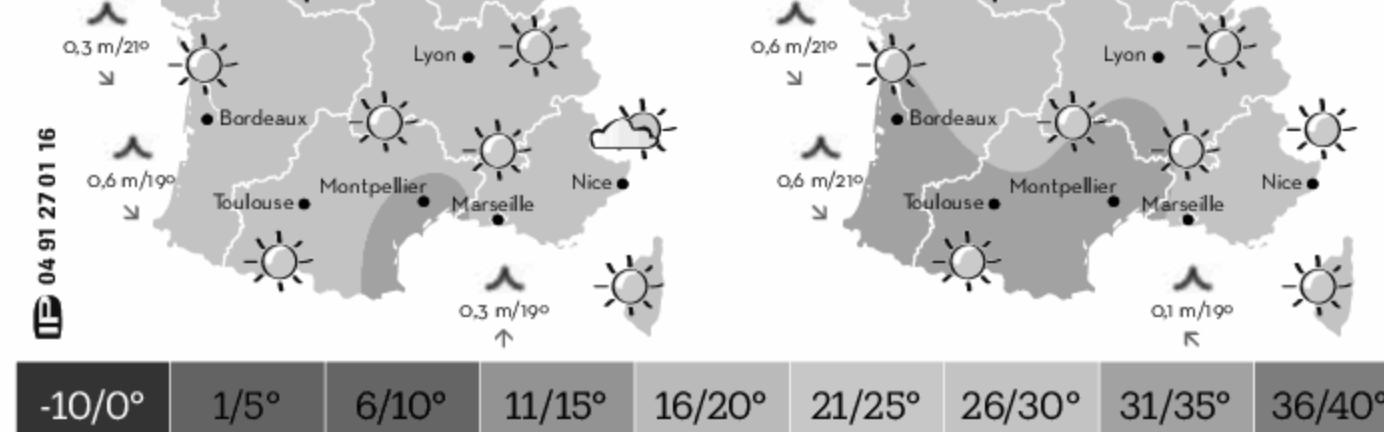
Membre de l'ACPM.  
CPPAP: 1125 C 80064.  
ISSN 0335-1793.

Origine du papier: France  
Taux de fibres recyclées:  
100% Papier détenteur de  
l'Eco-label européen  
N° FI/37/01

**Indicateur d'eutrophisation:**  
PTot 0.009 kg/t de papier  
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail: initiale du prénom.nom@libération.fr



**BOUTIQUE.LIBERATION.FR**



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
--------	-----	-----	--------	-----	-----	-------	-----	-----

# IDÉES /



Selon Paul Klotz, les inégalités de sommeil suivent et découpent les inégalités économiques. PHOTO MARCUS BASTEL. PLAINPICTURE

## A quand un droit au sommeil ?

**Devenu rare, dévalorisé, marchandisé, le sommeil constitue, selon Paul Klotz, expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, un enjeu d'action publique. La convention citoyenne annoncée par le président de la République sur les temps de l'école pourrait constituer un cadre pour porter des propositions.**

**N**ous dormons de moins en moins, et de plus en plus mal. En cinquante ans, nous avons perdu plus d'une heure trente de sommeil quotidien. Cette lente érosion, pourtant silencieuse, est lourde de conséquences : troubles de l'humeur, états dépressifs, baisses de concentration, inégalités sanitaires croissantes en sont les principaux symptômes. Et pourtant, aucun grand discours politique, aucun texte législatif ou réglementaire, ne se saisit pleinement de ce sujet. Tout au plus est-il évoqué au détour de

réglementations sur le bruit nocturne, ou via la question du repos dans le droit du travail. Mais sa place dans l'existence humaine est traitée comme secondaire, voire accessoire. Cette indifférence est révélatrice : dans l'ordre marchand, dormir est une activité sans valeur et sans rendement. Comme le note Jonathan Crary dans *24/7. Le capitalisme à l'assaut du sommeil* (La Découverte), «passer ainsi une immense partie de notre vie endormis [...] demeure l'un des plus grands affronts que les êtres humains puissent faire à la voracité du capitalisme contemporain».

Le sommeil, en tant que temps non exploitable, devient un obstacle, une anomalie à éliminer.

Les acteurs économiques du capitalisme numérique ne s'y sont pas trompés : faire de la nuit un temps productif est devenu l'un de leurs objectifs implicites. Des algorithmes producteurs d'addictions aux plateformes de streaming, tout est conçu pour conquérir l'attention et rogner sur le temps de repos. Résultat : le sommeil devient un luxe, réservé à ceux qui peuvent encore se l'offrir.

Car les inégalités de sommeil suivent et découpent les inégalités économiques. Les plus précaires dorment moins que les plus aisés ; les enfants d'ouvriers dorment moins que ceux des cadres. Selon Santé publique France, les personnes en difficulté financière dorment vingt minutes de moins que la moyenne, tandis qu'en grande section de maternelle, les enfants d'ouvriers dorment dix minutes de moins que ceux des cadres. Ces écarts, loin d'être anecdotiques, traduisent une violence sociale diffuse, dont les effets se prolongent tout au long de la vie.

Par  
**PAUL KLOTZ**



Expert associé à la Fondation Jean-Jaurès

Or à mesure que le temps de sommeil recule dans la vie des individus, l'existence entière se reconfigure et s'abîme. Le retrait du repos signifie aussi le recul des sociabilités intimes : la présence des écrans dans la chambre à coucher a fait du téléphone un tiers intrusif dans l'espace du couple. En 2019, un quart des Américains préféraient regarder Netflix plutôt que faire l'amour, un chiffre atteignant 36 % chez les 18-38 ans.

Rien n'est pourtant plus politique que le sommeil, dont la durée représente un tiers de la vie humaine. Il est donc temps, plus que jamais, d'en faire un enjeu d'action publique.

Il convient d'abord de reconnaître le sommeil comme un droit, à l'égal du droit à la santé ou du droit à la vie privée. En effet, les règles constitutionnelles protègent déjà les besoins physiologiques et psychiques les plus essentiels, tels que la liberté de mouvement, le respect de la vie privée ou encore l'interdiction des traitements inhumains. Pourquoi pas le sommeil ? Constitutionnaliser un tel droit permettrait d'offrir un fondement nouveau à des politiques publiques de protection du repos, en renforçant notamment les droits des salariés, en consolidant les recours contre les nuisances nocturnes, ou en opposant un principe supérieur à certaines dérives technologiques, particulièrement les mécanismes d'addiction qui affectent les enfants utilisant des écrans.

Il conviendrait ensuite de doter les pouvoirs publics d'outils normatifs pour garantir des rythmes scolaires et professionnels compatibles avec le repos. Les horaires scolaires français sont parmi les plus lourds de l'OCDE. Une réflexion pourrait être menée sur un aménagement du calendrier, en réduisant légèrement les vacances pour démarrer les cours plus tard. La convention citoyenne annoncée par le président de la République sur les temps de l'école pourrait constituer un cadre

pour porter ces propositions. Une politique du sommeil implique également de réhabiliter la valeur du sommeil : non plus comme une faiblesse à surmonter, mais comme une condition de l'émanicipation et du bien-être. A l'heure où les pathologies de l'attention, de l'anxiété et du stress se multiplient, où le discours de la performance colonise jusqu'à nos corps, il est urgent d'opposer une autre conception du temps, fondée sur la lenteur et le soin.

A l'approche des élections municipales de 2026, enfin, des solutions à court terme pourraient être imaginées pour garantir à chacun l'effectivité de son droit au repos. Ainsi, les sujets liés aux nuisances sonores ou lumineuses, la nuit, restent encore peu évoqués parmi les thématiques communales et intercommunales ; or il serait plus que légitime que les adjoints municipaux chargés des questions de santé ou d'éducation sportive se voient dotés, par leurs futurs maires, d'une compétence «sommeil» formalisée, leur permettant de se prononcer, par exemple, sur les projets résidentiels ou d'infrastructures. ◀



## REJOUISSANCES

Par  
LUC LE VAILLANT

# Et si le Gulf Stream s'arrêtait?

**Monologue d'un courant océanique qui pourrait disparaître, exposant l'Europe tempérée à la rudesse des polarisations climatiques et géopolitiques.**

**M**a mort est annoncée, et cela fait frissonner jusqu'à mes détracteurs les plus chafouins, ceux qui pestent contre la douceur morose de mes vents de janvier et se désolent de l'humidité poisseuse de mes ondées de juillet. Je suis le Gulf Stream, la dérive nord-atlantique du courant océanique. Pacificateur salé, je mitige les ardeurs du gel comme les ferveurs de la canicule. Je fais éclore des rhododendrons en Ecosse et pousser des palmiers dans les jardins botaniques des îles du Ponant.

Et voici qu'une nouvelle étude météorologique (1) prédit ma disparition. C'est comme si l'époque se délectait de démantibuler cette tempérance que j'incarne et ces nuances qui me font le teint frais et l'haleine iodée, la peau abricotée et la joue duveteuse. Si l'on en croit ces chercheurs de malheur, mon évanoissement verra la banquise arctique venir lécher les remparts d'Oslo et d'Edimbourg. Ce qui n'empêchera pas la rigueur continentale de faire grimper le thermomètre à la belle saison. Mon avis de décès prend une allure inattendue de pied de nez au réchauffement climatique sans qu'il faille s'en réjouir, tant une pirouette ici en entraînant une autre ailleurs, le pire est toujours sûr.

Longtemps, j'ai été fier de porter ce patronyme anglo-saxon qui me va comme un gant. «Gulf Stream», cela sonne comme le nom d'un cocktail à siroter au bar de l'Aventure, à Molène ou aux Lofoten, au coude à coude avec des soldats de fortune, des trafiquants en cavale et des aviateurs aux ailes coupées. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on fait de moi la métaphore d'une alliance atlantique à sens unique. Me chevauchant en un rodéo nautique, le Nouveau Monde inonde le Vieux Continent de ses valeurs et de ses pensées, de ses marchandises et de ses stars. Il déverse à gros bouillons ses alluvions culturelles, ses postillons théoriques et ses pulsions com-

merciales, tout en sucrant l'atmosphère d'un coulis démocratique. Il est très possible que ma déshérence soit la conséquence du récent isolationnisme qui vient de saisir cette nation d'immigrants qui a choisi de couper court aux flux humains et marins. Depuis toujours, je nais et renais entre La Havane et Key West, veillé par ces parrains barbus qu'étaient Castro et Hemingway. Ensuite, je remonte vers New York pour saluer les nations à l'ONU, avant de piquer vers les bancs de Terre Neuve en morue dodue et dessalée. De là, je me disperse pour flétrir l'arc atlantique qui s'étire de l'Irlande à Saint-Jacques-de-Compostelle. J'en suis certain: l'annonce répétée de ma disparition a tout à voir avec le retour de Trump. Voyez comme l'extractiviste à mèche blonde s'acharne à me compliquer la vie. Il débaptise mon lieu de naissance, le golfe du Mexique, devenant le golfe de l'Amérique. Il m'alpague quand je passe à portée de Mar-a-Lago et j'ai toujours peur que ce climatosceptique en vienne à me battre comme plâtre à coups de clubs de golf. Il me détournerait bien jus-

qu'au Groenland pour combattre l'influence de mon glacial cousin du Labrador et prouver aux Inuits qu'il commande à la géographie quand les Danois ont perdu la hardiesse des Vikings. Pire, je suspecte Trump de vouloir m'expédier en Méditerranée résoudre les problèmes qu'il prétendait régler en deux temps, trois mouvements. Il compte sur moi pour adoucir les mœurs ambiantes et dissiper l'odeur du sang. J'ai beau avoir une haute idée de mes capacités et ne pas craindre d'accomplir les douze travaux d'Hercule, je me vois mal passer le détroit de Gibraltar sans y perdre mon grec et mon latin. Je suspecte la mère de toutes les mers d'être une nasse où se cacherait Médée prête à fomenter un nouvel infanticide dont je serais la victime immémoriale. Là-bas, les environs sont aussi mal famés que les eaux paraissent séduisantes. En cet environnement paradisiaque, l'enfer de la guerre prospère chaque jour. Je veux bien passer à Nice saluer la bonne volonté des participants au sommet des océans mais je refuse d'aller ambiancer la future Riviera que Trump prétend édifier

sur les ossuaires de Gaza. Et je n'ai aucune envie de bercer les croisières de Rima Hassan, propagandiste rouée qui sait solliciter l'émotion des zoomers autant qu'elle déclenche les sarcasmes des boomers. Je préfère continuer à batifoler dans les brumes de Guernesey, en souvenir de Victor Hugo, réel exilé sans keffieh.

Depuis que mon obsolescence est programmée, on a tendance à m'oublier, moi le Gulf Stream, pour ne plus parler que de l'Amoc dont je suis l'une des composantes. Je me méfie de cet acronyme qui me fait penser à l'«amok», cette transe meurtrière qui saisit les délaissés et les désespérés. Stefan Zweig a fait un roman de cette rage incontrôlable. Des collégiens, des mercenaires et des Etats en font un mantra avant de passer à l'action. Longtemps, j'ai eu un effet calmant sur ces fureurs sanguinaires. Mais j'ai le regret de vous annoncer que, trop sollicitées, mes capacités lénifiantes sont épuisées. D'où ma prochaine inscription au rang des espèces disparues. ▶

(1) Libération du 11 juin 2025

SIGNÉ COCO



# CULTURE/

Par  
**ANTOINE DU JEU**

**C'**est une proposition alléchante sur le papier. Sur «ProfilCulture», la maison Dulac, influente holding de cinéma présidée par Sophie Dulac (et qui regroupe sous une même bannière, depuis 2020, ses activités de distributrice, productrice et exploitante), cherche un «manager» pour diriger le Reflet Médicis à Paris. Soit l'une des cinq salles parisiennes indépendantes avec l'Arlequin, l'Escurial, le Majestic Bastille et le Majestic Passy, que détient l'héritière du fondateur du géant de la communication Publicis. CDD à pourvoir dès juillet. Mais avant d'envoyer son CV, certaines choses sont bonnes à savoir. Le poste qui se libère était occupé depuis dix-huit ans par Jean-Marc Zekri, ancien sélectionneur de la Quinzaine des cinéastes (au Festival de Cannes) et directeur jusqu'en 2020 de la société de distribution Baba Yaga Films, reconnu pour son travail de défricheur pointu. Son licenciement perçu comme brutal, en avril, a motivé la rédaction d'une lettre de soutien, signée par près de 300 personnalités du cinéma comme Patricia Mazuy, Jean-Pierre Léaud, Bertrand Bonello, Claire Simon, Mathieu Amalric ou encore Pedro Costa. Louant l'*«engagement exceptionnel»* de cette figure estimée de la cinéphilie, ses auteurs s'indignent des motifs du renvoi: «*Ne pas être capable de se démultiplier pour assurer les fonctions de directeur, caissier et projectionniste sans dépasser les 35 heures*», «*avoir manqué d'ubiquité en fermant mal le cinéma un soir où il n'était pas en service*» ou, un autre jour, «*en laissant le compagnon canin d'un de ses collègues maculer - toujours en son absence - la rouge moquette de l'une des salles*».

Ils s'alarment, surtout, de ce que cette éviction, dénoncée comme une reprise en main de l'établissement fondée sur des prétextes injustes, traduit de l'état actuel de l'exploitation. «*Cette décision inique est symptomatique d'un tournant pris plus largement par certains groupes d'exploitants qui semblent vouloir précipiter la fin d'un modèle historique et vital pour la cinéphilie dans la toute-puissance des tableurs Excel.*» Contexte non cité dans la lettre, mais présent dans les esprits: en 2022, le groupe UGC revendiquait par exemple le recrutement d'un nouveau directeur général totalement étranger au monde du cinéma (Samuel Loiseau, venu du marketing et développement commercial chez Fnac-Darty après des expériences dans la grande distri-

bution et chez SFR) pour «importer de nouvelles méthodes». Publiée mercredi dans la revue en ligne *Débordements*, la lettre tombe une semaine avant l'ouverture du prestigieux Champs-Elysées Film Festival (du 17 au 23 juin), fondé en 2012 par Sophie Dulac en parallèle de ses activités d'exploitante et de distributrice.

## «OBSESSION» POUR LES CONFISERIES

Pour l'ancien directeur du Reflet Médicis, une dévaluation du métier de programmateur est à craindre. «*Au-delà de mon cas, il y a un problème de fond. Programmer un lieu, c'est significatif. Ce n'est pas juste servir la soupe au marché*, estime Jean-Marc Zekri. *On voit bien*

*qu'une certaine typologie de films ne trouve plus de place en salles ou alors leurs sorties se font en catimini.*» Témoin d'une rationalisation accrue du secteur, ouverte-ment justifiée par des impératifs de marché, il redoute une «*uniformisation de la diffusion*», entraînant mécaniquement une «*uniformisation de la création*».

Des inquiétudes que l'on pourrait trouver contre-intuitives concernant Dulac. Avec ses salles emblématiques (le Reflet Médicis est un bastion de la cinéphilie parisienne) et un catalogue de distribution au service d'une diversité et d'une exigence du cinéma d'auteur (dernièrement *Tardes de Soledad* d'Albert Serra ou *Soudan, souviens-toi*, défendus dans *Libé*), le groupe est ré-

puté pour sa défense d'une culture minoritaire contre les évidences commerciales (accompagnant Frederick Wiseman, Robin Campillo, Raoul Peck, Rabah Ameur-Zaïmache...), prônant des valeurs progressistes et humanistes. L'affaire met pourtant en évidence une réalité sociale délétère au sein du groupe Dulac: une vingtaine d'anciens ou actuels salariés interrogés par *Libération* font état d'une violence accrue de la politique managériale. Un nom cristallise les tensions: celui de Pierre-Edouard Vasseur, muté, après le Covid, de la com du Champs-Elysées Film Festival à la direction du groupe.

Crispant en interne, son arrivée fin 2021 aurait coïncidé avec la mise

## ENQUÊTE

en place d'une stratégie marketing beaucoup plus affirmée, inspirée du modèle MK2 (avec, souligne-t-on, «une obsession» pour la vente de confiseries). Le contexte économique est celui de l'après-Covid, avec une fréquentation nationale des cinémas 55 % en deçà du niveau de 2019. Chez Dulac Cinémas, le chiffre d'affaires a diminué de moitié (2,17 millions d'euros en 2021 contre 4,37 millions d'euros en 2019). Tous les salariés rencontrés témoignent de «l'ambiance toxique» et du «climat de terreur» que le nouveau directeur général insuffle. Certains, sous couvert d'anonymat par peur des représailles, soupçonnent Sophie Dulac de l'avoir nommé pour réduire les dépenses du groupe, en attaquant la «masse salariale». «*A plusieurs reprises en réunion, Sophie Dulac nous a dit: "on est à 1 million de déficit et la masse salariale coûte 1 million."* Et cette pensée est motrice de toute la politique actuelle», raconte un salarié d'une quinzaine d'années d'ancienneté, qui suspecte la direction d'orchestrer un plan social déguisé. En quelques années, plus de la moitié des effectifs des salles sont partis (via des licenciements ou des départs volontaires) parfois sans être remplacés. L'argument de la détresse économique du groupe, qui fait des sceptiques au regard de ses nombreuses ramifications d'activité, ne fait qu'augmenter la défiance interne envers la dirigeante, dont la fortune s'élevait en 2017 à 119 millions d'euros selon *Challenges*.

## FEMMES DE MÉNAGE «FLIQUÉES»

Les premières victimes de ce durcissement seraient les femmes de ménage en CDI depuis des dizaines d'années. «Pour surveiller leurs heures d'arrivée et de départ, le siège a regardé les vidéosurveillances, en dehors de tout cadre juridique valable. Au Passy, le cinéma où je travaillais, j'ai même vu un stagiaire envoyé par le siège venir contrôler nos caméras de sécurité», explique Alexandre Chanaud, ancien délégué du personnel. La Cnil m'a conseillé de porter plainte, mais le risque était la fermeture administrative du cinéma.» «Fliquées», «pressurisées», les femmes de ménage auraient enchaîné pendant des mois les convocations avec Pierre-Edouard Vasseur, qui les aurait poussées à bout en leur imposant un emploi du temps de plus en plus infernal. «Je suis même venue à pied, lors d'une grève en mai 2022, depuis Fontenay où j'habite jusqu'à Bastille mais M. Vasseur m'a malgré tout reproché mon retard», détaille Marina, qui s'occupait

# VIOLENCE MANAGÉRIALE AUX CINÉMAS DULAC

## «Je ne dormais plus, je prenais des calmants»

Le récent licenciement du directeur historique du Reflet Médicis, bastion de la cinéphilie, met en évidence une ambiance délétère au sein du groupe de salles parisiennes. Une vingtaine d'anciens et d'actuels salariés dénoncent un management «toxique».



Depuis 2021, post-crise du Covid, le groupe a changé de stratégie marketing. S. DUPUY. AFP

du ménage dans les salles du réseau depuis 1998. Je ne pourrai jamais oublier la pression qu'il m'a fait subir pendant un an. Je ne dormais plus, mon mari était très inquiet, j'étais en larmes quand M. Vasseur me convoquait. J'ai dû pour la première fois prendre des calmants contre l'anxiété.» La médecine du travail la déclare inapte en avril 2023. Dans l'un de ses derniers plannings, également consulté par *Libération*, Pierre-Edouard Vasseur lui assigne, tous les matins de la semaine, du ménage dans trois lieux dispersés dans Paris, en terminant par le siège Dulac, sur les Champs-Elysées, ce qui relève de la prouesse d'ubiquité dans les horaires impartis.

A la maison Dulac, les rapports hiérarchiques sont d'abord géographiques. D'un côté, il y a donc le siège, sur les Champs-Elysées, lieu de pilotage stratégique. De l'autre, les cinq salles dispersées dans Paris, à travers lesquelles les employés de plus en plus amovibles circulent. Le cas d'Olivier Cousin est gravé dans les mémoires. De 2022 à 2023, il est ainsi muté de l'Arlequin (VI<sup>e</sup> arrondissement) au Majestic Bastille (XI<sup>e</sup>) puis au Majestic Passy (XVI<sup>e</sup>) et aurait, selon ses collègues interrogés, essayé au long de ces transferts une pluie de reproches du siège jusqu'à finir poussé vers la sortie, lessivé. En plein Covid, Pierre-Edouard Vasseur lui aurait notamment reproché de ne pas assez vendre de confiseries dans les salles de l'Arlequin à un public pour beaucoup composé de retraités masqués.

Echaudés par la «persécution» de ce «directeur exemplaire», pour beaucoup «l'un des plus compétents» qu'ils aient connu, ses anciens collègues estiment que le siège l'aurait brisé. «Olivier dévouait sa vie au cinéma sans compter ses heures, il se démenait sans avoir aucune reconnaissance du siège. Quand on s'occupe de la direction d'un cinéma, de l'accueil, la projection, même la plomberie, ça laisse en effet peu de temps pour vendre la confiserie, rapporte Stéphanie, son assistante de direction, salariée du groupe pendant plus de vingt ans. Voir quelqu'un qui se donne à ce point être traité comme ça... Plusieurs salariés ont été ensuite mis en arrêt maladie puis licenciés. La médecine du travail m'a déclarée inapte au travail.» Olivier Cousin n'a pas souhaité nous répondre. Sollicités à plusieurs reprises, Sophie Dulac et Pierre-Edouard Vasseur n'ont pas répondu non plus. Dans un article du *Monde* évoquant après *Libération* un «climat délétère» dans l'entreprise, Sophie Dulac se fait en revanche plus voluble, mais réfute «l'existence d'un climat toxique» et précise à sa

manière: «Si ça se passe mal avec des gens, on fait ce qu'il faut. Je connais des sociétés où ça se passe bien plus mal que chez moi. Et on reçoit beaucoup de CV de gens qui veulent travailler avec nous.»

Dans ce climat de détérioration sociale, le fossé avec la direction se creuse d'autant plus que le personnel s'avoue dérouté par certains choix éditoriaux. A l'Arlequin notamment, où le ciné-club de la drag-queen Javel Habibi cohabite désormais avec celui du *Figaro Histoire*. L'image du groupe Dulac s'en trouve associée, par exemple, à une soirée spéciale *Gladiator* le 16 juin, avec reconstitution de combat de gladiateurs suivie d'un débat avec l'eurodéputé LR François-Xavier Bellamy, en partenariat avec l'association Concorde. Et ce, sous la houlette d'Alexandre Thébault, élu des Pays-de-la-Loire et surtout ancien de la Manif pour tous et proche du milliardaire d'extrême droite Pierre-Edouard Stépin.

**«Pour surveiller les heures d'arrivée et de départ des salariés, le siège a regardé les vidéosurveillances, en dehors de tout cadre juridique valable.»**

**Alexandre Chanudaud**  
ancien délégué du personnel

Tout le monde ne goûte pas la présence à l'affiche du Majestic Passy (XVI<sup>e</sup>) de la société chrétienne Saje, qui distribue des films populaires dans les franges de la droite réactionnaire et complotiste (*Cabrina*, *Libres, Sacerdoce...*) Ni la privatisa-

tion de salles pour des avant-premières de *Vaincre ou mourir*, le blockbuster bollorisé sur le Puy du Fou – notamment une organisée par l'Institut de formation politique, organisme proche de l'extrême droite. Des initiatives jugées incompréhensibles compte tenu de la «neutralité politique» revendiquée par ailleurs au sein du groupe.

«Il y a une dichotomie entre les engagements progressistes des équipes et les positions de Sophie Dulac», explique Samuel Leter, qui a fait un passage éclair à la com du Champs-Elysées Film Festival. En janvier 2024, j'avais organisé une avant-première de la Zone d'intérêt au Majestic Bastille avec mon collectif *Tsedeck!* [collectif juif décolonial, ndlr] mais Sophie Dulac l'a fait annuler parce que nos prises de position sur la Palestine la dérangeaient.» L'argument alors invoqué est celui de la neutralité politique et de la sécurité des équipes face à des «pressions extérieures». Dénonçant une «censure», Samuel

Leter a démissionné et Mélanie Simon-Franza, distributrice à l'initiative de la séance, a décidé de ne plus organiser au Majestic Bastille le festival du site *Mediapart* dont elle avait la charge. Lors de la cérémonie de clôture de l'édition 2024 du Champs-Elysées Film Festival, dans le contexte explosif des législatives post-dissolution, des témoins rapportent l'interruption par Sophie Dulac du discours des cinéastes Jonathan Vinel et Caroline Poggi contre la montée de l'extrême droite en France, sous prétexte de ne pas parler de politique dans son événement.

#### CLIMAT SOCIAL À VIF

Au Majestic Passy, en mars, un incident aurait eu lieu lors du Festival du cinéma israélien de Paris. Un employé musulman, enchaînant les CDD depuis plus d'un an dans les cinémas Dulac, explique avoir été pris à partie pendant qu'il faisait sa prière par Hélène Schoumann, présidente du festival. «C'était en plein ramadan et les équipes du Passy m'ont dit qu'il n'y avait aucun problème pour que je prie dans un bureau. Mais la présidente du festival est rentrée et m'a demandé de partir, puis je l'ai entendue dire des choses virulentes à son équipe. Une membre de son équipe s'est ensuite excusée et m'a dit que pour la présidente, faire sa prière dans un festival israélien serait un geste provoquant. Je n'ai pas compris, je suis de confession musulmane mais je n'ai aucun problème à travailler pour un festival chrétien, israélien, bouddhiste ou n'importe.»

Des sources présentes sur place confirment à *Libération* ce témoignage. Contactée, Hélène Schoumann dément: «Je suis favorable à la liberté de culte, j'ai simplement trouvé ça décalé dans le contexte du festival du cinéma israélien sans aucune arrière-pensée... L'agent d'accueil qui faisait sa prière était en plein milieu de la pièce où nous avons nos affaires et où pendant les séances de cinéma nous nous reposons et travaillons. Nous avons donc attendu en dehors de la pièce et une fois sa prière terminée, nous avons pris nos affaires et je suis partie. Je n'ai pas du tout dit à ce jeune homme de partir, à aucun moment je ne lui ai parlé.» Le lendemain, le siège a muté l'employé à l'Arlequin pour la fin de son CDD et ne l'a plus jamais rappelé.

En octobre 2024, une précédente enquête de *Libération* sur les fraudes aux cartes UGC avait notamment révélé le licenciement brutal de trois jeunes employées de Sophie Dulac. Plus de six mois plus tard, le climat social reste à vif. ➤



Lauréat 2022 du concours Nielsen, Hans Christian Aavik, 27 ans, convainc dans son interprétation du Concerto n°1 de Max Bruch.

# Hans Christian Aavik

## «Il ne faut pas chercher à imiter les autres»

Le violoniste estonien au jeu personnel et raffiné publie une belle version du «Concerto n°1» de Bruch, couplée au premier enregistrement mondial du «Concerto n°2» de son compatriote Erkki-Sven Tüür.

Texte et photos  
**ÉRIC DAHAN**  
Envoyé spécial à Pärnu (Estonie)

C'est le 14 juillet à Pärnu, pittoresque station balnéaire sur la côte estonienne où, depuis quatorze ans, le chef Paavo Järvi anime un festival de musique classique. Au programme du concert du soir, la *Symphonie en ut* de Bizet, mais surtout Hans Christian Aavik dans le *Concerto n°1 pour violon et orchestre* de Max Bruch. Tandis que le jeune homme entre sur la scène du Pärnu Kontserdimaja, sa blondeur diaphane, sa silhouette longiligne et son port de tête aristocratique intriguent. On tente de chasser l'image pour se concentrer sur la musique mais force est de reconnaître, lorsqu'il se lance dans ce chef-d'œuvre épique, que le jeu du lauréat 2022 du concours Nielsen est en adéquation avec son physique. Là où, romantisme allemand oblige, certains sortent l'artillerie lourde, Aavik cisèle des lignes mélodiques effilées, souples et altières, varie les articulations et les couleurs de manière très personnelle, tout en restant intégré à l'orchestre. Certes, le son est plutôt tenu, mais la conduite du discours est ferme et la projection vigoureuse.

On pense à la jeune Vilde Frang pour la fraîcheur de l'interprétation, masquant une redoutable intelligence dans la conduite du discours, et pour cette élégance gracieuse qui n'est que la politesse d'un lyrisme profond. Le lendemain de sa prestation, le musicien

# CULTURE/

avait couru de masterclasses en répétitions du programme de musique de chambre qu'il devait également donner, mais il avait ménagé un moment pour nous parler.

Né le 11 juin 1998 à Tallin, d'une mère dentiste et d'un père employé de bureau, Aavik a assisté très jeune à des représentations à l'opéra de la ville où sa grand-mère travaillait comme costumière. Ses parents mélomanes fréquentaient des musiciens professionnels dont une compositrice de chansons pour enfants. Avec son aîné, Henri Christofer, devenu depuis un chef d'orchestre en vue, Hans Christian chante donc souvent à tue-tête. A 5 ans, voyant que son frère a délaissé le violon au profit de la trompette, il s'en empare. Mais son rêve est alors de devenir compositeur: «*On avait un piano, sans doute hérité de mon grand-père, et je passais mon temps à créer des mélodies dessus. L'amour véritable du violon est venu plus tard.*»

## EXPRESSIVITÉ

Ses premières fascinations? Giuliano Carmignola dont les CD d'œuvres de Bach et de Vivaldi l'influencent considérablement: «*Dans la musique baroque tout n'est pas écrit et j'aime l'imagination et la vivacité de Carmignola. Chacun de ses phrasés exprime une émotion ou un affect précis, avec goût.*» Ses autres modèles sont plus convenus: l'aigle Heifetz pour sa légendaire perfection technique et l'ours Oistrakh pour «*la chaleur unique de sa sonorité, et pour son vibrato, plus proche traduction possible de l'âme et du chant humains.*». En ce qui concerne ses contemporains, il admire également Vilde Frang: «*Je la reconnaît dès la première note, car elle fait entendre dans la partition des choses que personne n'a vues avant elle.*» Parmi ses différents professeurs, Aavik continue de consulter Erik Schumann, qui l'a formé à l'université de Francfort: «*Le fait qu'il ait étudié à la fois en Allemagne et aux Etats-Unis est précieux. Les Allemands se préoccupent de ce qui est juste. Les Français de ce qui sonne joli. Quant aux Américains, ils pensent à l'effet qu'ils veulent produire et mettent beaucoup d'eux-mêmes dans leur interprétation. Erik pense d'abord musique, et ensuite technique. Il faut être fidèle à ses intuitions, ne pas chercher à imiter les autres. Quand je joue devant lui, il ne cherche pas à m'influencer, se comporte comme un miroir qui me révèle à moi-même.*»

On quitte Aavik, lui demande de nous prévenir s'il enregistre un CD ou est programmé à Paris. Ledit CD finit par parvenir début mai et contient justement le *Concerto n°1* de Bruch, ainsi que le n°2 de son compatriote Erkki-Sven Tüür (*lire ci-contre*). On redoute d'être déçu par le Bruch car nul n'a encore démonétisé la version de Gil Shaham publiée en 1989, à 18 ans! L'écoute rassure, l'entente avec l'Orchestre symphonique d'Odense danais et la cheffe néo-zélandaise Gemma New est notable. «*Je sais que le monde n'avait pas besoin d'une millième version du Concerto n°1 de Bruch, concède-t-il au téléphone, mais il y a une simplicité et une fragilité dans cette pièce, trop souvent ensevelies sous le rouleau compresseur romantique, que je voulais faire entendre. Je tenais, par ailleurs à inclure une œuvre estonienne sur cet album, de la*

## Erkki-Sven Tüür, sortir de l'ombre

**A l'occasion de la parution de sa dixième symphonie, «Æris», le compositeur estonien revient sur son parcours et ses inspirations minimalistes.**

Parce que la musique estonienne demeure méconnue, on présente souvent Erkki-Sven Tüür comme son compositeur le plus important après Arvo Pärt. C'est injuste, car son oeuvre n'est pas moins forte et originale que celle de son illustre aîné. Né en 1959 sur l'île de Hiumaa, dans l'ouest de l'Estonie, Tüür y réside toujours. «*Ma musique ne décrit pas la nature mais ses processus et son énergie m'inspirent. Vivre à Hiumaa me donne aussi une excuse pour rester concentré sur mon travail et ne pas aller à tous les vernissages et dédicaces de livres à Tallin,*», raconte-t-il lors de notre rencontre en juillet.

**Dramaturgie.** Sa mère était cheffe-comptable à la banque nationale. Son père, théologien autodidacte, parlait plusieurs langues, était pasteur dans une église baptiste et peintre «*dans le style du paysagiste russe Isaac Levitan. Académique, certes, mais il savait capter la magie de la nature dans ses toiles.*» C'était, enfin, un mélomane, dont les disques d'œuvres de

Bach, Haydn, Mozart et Beethoven captiveront Tüür et l'inspireront à prendre des cours de piano. Adolescent, c'est pourtant le gospel qu'il pratique avec des amis, dans une église de Tallin: une double hérésie dans le bloc soviétique!

Il se met à la basse électrique, devient hippie, ne jure que par King Crimson, Emerson, Lake & Palmer, Genesis, Yes, ainsi que par *Tubular Bells*, le disque pop de Mike Oldfield ayant vulgarisé, en 1973, les trouvailles de Steve Reich et Philip Glass, les répétitifs américains que Tüür découvrira dans les années 1980. Il se produit au chant, au clavier et à la flûte au sein du groupe rock In Spe («*Dans l'espérance*» en latin), et dont le succès grandissant déplaît aux autorités. Ses compositions se voulant de plus en plus ambitieuses, il se forme à l'université de Tallin auprès de Jaan Rääts et de Lepo Sumera dont les symphonies ont depuis été gravées par Paavo Järvi. Ayant assisté, en 1977, à la création mondiale du *Tabula Rasa* de Pärt, Tüür a retenu, comme Sumera, nombre de processus du minimalisme.

«*L'idée que la musique soit mue par sa propre force intérieure et suggère ainsi l'idée d'éternité m'a influencé autant que les chants runiques, les œuvres de Ligeti, de Xenakis, et des post-sérialistes.*»

Après avoir juxtaposé de façon expérimentale, pour un résultat fatalement grotesque, musique



Le compositeur Erkki-Sven Tüür en juillet à Pärnu.

pulsée et non pulsée, diatonisme et dodécaphonisme, dans ses *Architectonics, Concerto n°1 pour violoncelle* et *Symphonie n°3*, Tüür finit par trouver la manière de couler ses tentations contradictoires dans une forme synthétique, de contrôler la direction de ses compositions, les hauteurs qui s'y succèdent, et leurs textures, en utilisant des modèles vectoriels empruntés à la géométrie, à l'algèbre et à la physique. «*J'ai compris que je pouvais ainsi connecter les différentes dérivations d'une cellule souche, changer la taille ou l'ordre des intervalles harmoniques, sans modifier la structure*», explique-t-il.

**Abstrait.** D'*Aditus*, en 2000, à sa dixième symphonie, *ÆRIS*, pour quatuor de cuivres et orchestre, qui vient de paraître en CD, sa musique coule désormais de source: les éléments tonaux, atonaux, modaux, s'inscrivent de façon magistrale dans une

dramaturgie fluide, tandis que les changements de mouvement, de vitesse, de perspective, s'insèrent dans une polyphonie dense, furieuse parfois, mais toujours claire. A l'instar du philosophe Jean Cavaillès, entré en résistance, tandis que Sartre faisait jouer son *Huis clos* dans le Paris occupé, Tüür sait s'arracher à ses constructions abstraites quand l'histoire le requiert. «*L'opéra ne m'a jamais intéressé, mais quand on m'a proposé comme sujet Raoul Wallenberg, je n'ai pas hésité car c'était l'occasion de rappeler l'horreur du stalinisme et du nazisme. Quant à For Ukraine, j'ai été si choqué en apprenant l'invasion russe que je ne pouvais plus écrire la pièce à laquelle je travaillais. Traduire cette colère et cette douleur s'est imposé.*»

É.D. (A Pärnu)

**ÆRIS, PHANTASMA,  
DE PROFUNDIS**  
d'ERKKI-SVEN TÜÜR (ECM)

*même manière que j'avais gravé Fratres, d'Arvo Pärt, sur mon précédent, intitulé Æternus. Des amis me disant que le Concerto n°2 d'Erkki-Sven Tüür m'irait bien, j'ai fini par lire la partition. Sous-titrée "Angel's Share" cette pièce fait référence à cette part du whisky, s'évaporant des fûts et embaumant les caves, que les Irlandais et les Ecossais du Moyen Age voyaient comme une offrande aux anges. Je crois que c'est surtout l'amertume qui s'en va, belle métaphore de nos pires aspects qui, j'espère, s'estompent en vieillissant.*

Plus chambriste que son premier, ce *Concerto n°2* de Tüür, n'est pas moins virtuose et spectaculaire et rappelle à quel point l'art du compositeur a récemment gagné en technique, en expressivité et en substance. A l'instar de ceux de Dutilleux ou de Ligeti, ce morceau

de bravoure révèle sa richesse et ses subtilités au fil des écoutes. Pas étonnant que le jeune Aavik en soit «*tombé amoureux*»: «*J'avais déjà joué des pièces de Tüür pour piano et violon. Il aime collaborer, dit ce qu'il veut précisément pour chaque phrase et l'explique de façon très claire, ce qui est rare. J'aime les passages, presque heavy metal, qui permettent de se lâcher, autant que le retour au calme à la fin qui exprime l'idée que la personne est réconciliée avec elle-même.*»

## SALLES PRESTIGIEUSES

Après le festival de Pärnu où il jouera, le 20 juillet, le *Tabula Rasa* d'Arvo Pärt, pour les 90 ans du compositeur, Aavik partira en tournée avec l'Estonian Festival Orchestra et Paavo Järvi et se produira dans des salles

prestigieuses, comme le Carnegie Hall de New York, mais pas à Paris où nul n'a encore songé à l'inviter. Aucune major ne s'étant, non plus, précipitée pour le signer, il n'a pas, à l'heure actuelle, de projets d'enregistrements. «*J'aimerais faire un disque avec Paavo Järvi, Cristian Macelaru ou Daniel Harding, des chefs qui ont leurs propres idées et ne regardent pas trop la tradition. Et aussi une intégrale des concertos de Mozart avec Giovanni Antonini. Je sais que certains trouvent Mozart difficile, mais pas moi, car sa musique me parle.*»

**VIOLIN CONCERTO N°1 IN G MINOR,  
OP. 26.** de Max Bruch  
et **VIOLIN CONCERTO N°2, «ANGEL'S  
SHARE»** d'Erkki-Sven Tüür, interprétés par  
HANS CHRISTIAN AAVIK (Orchid Classics).

# CULTURE/

## Benjamin Epps: «On ne met pas encore suffisamment de respect sur le rap»

**L'artiste né au Gabon explore dans «l'Enfant sacré de Bellevue 2» de nouvelles sonorités. Auprès de «Libé», il affirme la responsabilité de ses pairs d'assumer des positions politiques.**

**U**n rappeur sachant rapper est un bon rappeur. Mais avec le second volume de *l'Enfant sacré de Bellevue*, Benjamin Epps, clasheur malin et artisan de rimes complexes originaire de Libreville au Gabon, s'aventure dans des territoires jusque-là inexplorés, très loin du rap à saillies parfaitement affûtées qui a fait sa notoriété au fil des trois EP et de l'album *la Grande Déillusion* sortis entre 2020 et 2023. Et même si on espère que Benjamin Epps ne se réconciliera jamais avec 404Billy, tant les seaux de merde que s'envoient les deux rappeurs par *diss tracks* interposés crépitent de bons mots, on s'enthousiasme que sa musique s'élargisse, laisse de grands espaces à des impros de trompette (*Reminiscence*) ou de piano (*Golden Boy*), et qu'Epps, généralement plutôt adepte d'un *boom bap* carré, chante en duo avec Lous and the Yakuza sur un morceau plus mélodieux que jamais (*Sauveur*). «Je suis arrivé au bout de quelque chose», confirme-t-il quand on le rencontre chez Sony à Paris.

**Dans Mon Son, vous dites : «J'ai rendu le block célèbre, maintenant il est temps que le block s'élève.» Est-ce que vous avez le souci d'élever aussi vos auditeurs ?**

J'y pense souvent. On est enfermés dans un microcosme avec l'idée que le rap, ça doit se faire comme ça et que le rappeur doit avoir une image de rappeur. J'ai vraiment envie de sortir de là, de raconter une autre histoire. Je ne suis pas né ici, je n'ai pas grandi ici, et en tant que jeune homme qui a quitté son pays pour venir s'installer en France, rien que ça, ce mouvement-là, raconte une histoire. Ce serait dommage de se cantonner au rap tant qu'exercice, moyen d'expression de je ne sais



«Quand je chante, je me sens plus vulnérable. C'est totalement sincère.» PHOTO FIFOU

quelle domination... Je pense qu'il y a une autre approche possible. C'est aux artistes de creuser, de chercher, sans attendre forcément un succès immédiat. Dans le morceau avec Lous and the Yakuza, on a samplé *l'Argent appelle l'argent*, un morceau congolais, j'ai écouté ça toute mon enfance, c'est une partie de moi! De même que les Américains ont grandi avec le blues et la soul, nous en Afrique, on a grandi avec la rumba, le zouk, Kassav', Ndongo Lô, Koffi Olomide, Papa Wemba... On a baigné dedans et c'est naturel que ça ressorte.

**Votre fils, vous préfériez qu'il dise «rappeur» ou «musicien» quand on lui demandera la profession de son père à l'école ?**

Rappeur. Parce que je trouve qu'on

ne met pas encore suffisamment de respect sur le rap, qu'on réduit le rap – à commencer par les rappeurs eux-mêmes ! Rappeur, c'est ce qui me définit le mieux, j'écris et je compose des morceaux rap. Après rien n'empêche de mettre une virgule, musicien, on peut cocher plusieurs cases. L'idée c'est de pousser le truc.

**Vous avez toujours chanté ?**

Oui, on est une famille de musiciens [son frère aîné Cam, notamment, s'est fait un nom dans le rap au Gabon, ndlr]. Je chantais à l'église à Libreville, et il y a six, sept ans encore j'étais dans une chorale où on chantait de tout, de la chanson française... Je venais d'arriver en France et j'étais dans la démarche d'essayer de me fondre un peu dans la masse, de me faire des amis, connecter

avec des gens, et ça m'a aidé à sortir ma voix. Et quand on se retrouve en famille, on a nos chants traditionnels, pour les anniversaires, quand un enfant perd une dent... Peu importe la raison, il y a une célébration par le chant.

**Est-ce que le rap et le chant font appel à des endroits différents de votre âme ?**

Oui. Quand je chante, je me sens plus vulnérable. C'est totalement sincère, il n'y a pas de fioritures, alors que quand je rappe, il y a vraiment une intention, tu baisses la voix, tu reprends, tu hausses le ton... En chanson, j'accepte de ne pas avoir la voix de Whitney Houston, de ne pas être un professionnel, et j'y vais juste avec mes connaissances, sans en faire trop.

**Vous avez pratiqué et pratiquez toujours l'ego trip, un moteur incroyable, circulaire: on se donne de la force en disant qu'on est le plus fort. Comment ça a commencé ?**

J'appelle ça des exercices. Dire «je rappe mieux que X ou Y», c'est vraiment le basique du rap. Avant de m'y mettre, j'écoute des choses qui me mettent dans ce mood, je me conditionne. Dans la vraie vie, on a des émotions, des familles, il faut faire à manger, faire les courses... Tu ne peux pas passer toute ta journée avec ton fils ou ta fille, être totalement attendri, et puis aller au studio juste après pour écrire que tu es le plus fort. Donc tu as besoin d'un carburant qui, à un moment, te donne le sentiment d'être invincible. Et ça, c'est en écoutant. Le rappeur nourrit les rappeurs. Le rap m'a éduqué, et puis il y a forcément toujours des petites revanches à prendre sur la vie.

**Dans Anti, vous dites que «l'immobilisme et les grandes margoulettes, ça va de paire/La lâcheté c'est quand tu poses tes couilles à ras de terre/Caché derrière 280 caractères» et dans le clip, on entrevoit furtivement des images de guerre, d'enfants dans les décombres. Vous rejoignez Kery James, qui demandait lors de la dernière cérémonie des Flammes «qui prétend faire du rap sans prendre position ?»**

On a des responsabilités les uns envers les autres. J'aurais du mal à dire à mon fils plus tard : j'ai gagné ma vie, j'ai fait des concerts, mais je n'ai rien défendu. Un de nos rôles en tant qu'artistes qui ont les regards sur eux, c'est de mettre la lumière sur des sujets dont on se sent proches. Par exemple, il y a la guerre au Congo, entre des soldats rwandais et des soldats congolais. Par exemple, il y a un truc qui se passe à Gaza. Mon but, ce n'est pas de dire qui a tort et qui a raison, mais de dire à mes gens : ouvrez les yeux sur ce qui se passe. On a tous quelque chose à perdre à un moment ou à un autre, bien sûr, mais pourquoi les rappeurs ont peur d'en parler ? Dans le morceau, je dis : «Je ne suis qu'un rappeur, je ne suis pas ton exemple.» C'est une façon pour moi de dire à mes frères rappeurs : tu n'es pas le président de la République, tu n'es pas l'ONU, tu n'es pas en position de responsabilité, mais ta responsabilité, c'est de dire ce qui se passe. Et pas juste de faire des tweets.

**Recueilli par MARIE KLOCK**

**BENJAMIN EPPS L'ENFANT SACRÉ DE BELLEVUE 2**  
(Mocabe Nation/Sony).



Créé à l'automne 2022, *A ciel ouvert* est présenté pour la première fois à Paris. PHOTO MARIO DEL CURTO

## Le Cirque Aïtal prend la clé des Champs-Elysées

**Avec «A ciel ouvert», la famille d'acrobates prend possession du théâtre du Rond-Point à Paris pour sa dernière création, et offre une bulle champêtre séduisante.**

**A** lors oui, on a déjà vu de la paille et des poules sur les Champs-Elysées. Mais, de mémoire de client du Fouquet's, c'était sans doute en rapport avec tel mouvement de grogne du monde rural. Or, ici, le tableau se veut au contraire cordial et léger. Depuis mercredi, un clan artistique dépenaillé a en effet élu domicile au bas de cette avenue, toujours otage du trafic routier et bordée d'enseignes clinquantes, dont personne de sensé ne saurait sou-

tenir qu'elle serait la plus belle du monde.

**Tontons.** En retrait du consumérisme cosmopolite, s'élargit donc le Cirque Aïtal. Une échoppe familiale – un garçonnet et une fillette, beaux comme des gravures, faisant aujourd'hui leurs premiers pas face au public, avec la bénédiction de parents en action depuis maintenant une vingtaine d'années.

Au commencement, était un tandem formé par l'acrobate et porteur

français Victor Cathala et l'acrobate finlandaise Kati Pikkarainen, rencontrés au Cnac (Centre national des arts du cirque) de Châlons-en-Champagne. Un couple aussi, paire dépareillée fonctionnant sur le principe des opposés qui s'attirent, à l'instar des aînés de Trottola, Bonaventure Gacon et Titoune Krall, autres zéotes d'un cirque artisanal cultivant le charme désuet du chromo forain. Du colosse hirsute et de la brindille scandinave naîtront ainsi, avant les enfants, plusieurs projets, tantôt en lien avec d'autres compagnies, tantôt plus concentrés, tel *Pour le meilleur et pour le pire*, joué 450 fois depuis 2011.

Dernière création en date, *A ciel ouvert* a vu le jour à l'automne 2022. Le public parisien aura donc dû patienter presque trois ans avant de retrouver ce Cirque Aïtal qui collectionne les arguments pour ne laisser de marbre que les coeurs de pierre. Rejointe par deux musiciens, l'Allemand Helmut Nünning (transfuge de la compagnie berlinoise, Gosh) et le Français Hugo Piris, si complices qu'on dirait des tontons, la petite famille imagine cette fois une espèce de bulle agreste, protégée des affres contemporains par quatre vieilles caravanes déglinguées, de grandes bâches blanches à travers lesquelles on

voit la nuit tomber et des gradins en bois suffisamment inconfortables pour prévenir tout risque d'assoupissement.

**Gadins.** Un écueil au demeurant théorique, puisque, une heure durant, chacun fait de son mieux pour doper le paganisme d'une célébration burlesque lorgnant aussi bien la spontanéité humoristique du *slapstick* (cf. les rasades de gadins et chassés croisés), que la liesse communautaire des rites ancestraux. Le tout heureusement «hors les murs» puisque c'est au pied du théâtre du Rond-Point que tintinnabulent les clochettes, claquent les portes, vrombissent les cuivres, volettent les pigeons, ou se répand la fumée d'un feu fatidiquement de joie (conseil: éviter si possible les places trop proches du gros chaudron noir, pour ne pas risquer l'hypoxie). Entre autres péripéties masquant la densité relativement modeste d'un matériau purement circassien ne formant ici qu'une des composantes de la frairie.

**GILLES RENAULT**

**A CIEL OUVERT**  
du CIRQUE AÏTAL  
Au théâtre du Rond-Point (75008) jusqu'à dimanche, puis au Festival des 7 collines (Saint-Etienne) du 29 juin au 6 juillet.

## Marc'O, il était une avant-garde

Touche-à-tout, l'homme de théâtre, mais aussi cinéaste et éditeur, s'est éteint mercredi à 98 ans. Il a côtoyé et contribué à faire connaître de nombreux artistes, de Bulle Ogier à Catherine Ringer.

**I**l y a des gens si âgés qu'on pense qu'ils ne mourront plus. Ils ont dépassé ce moment. Marc'O, de son vrai nom Marc-Gilbert Guillaumin, né en 1927, était de ceux-là. Il s'est éteint mercredi, quasi centenaire. C'était un homme qui ne se laissait attraper dans aucune catégorie. On s'apprête à écrire «cinéaste», auteur des *Idoles* qui révéla brillamment toute une génération d'acteurs indomptables, Bulle Ogier en premier, Pierre Clémenti, Jean-Pierre Kalfon, Valérie Lagrange, mais il était surtout homme de troupe et

de théâtre, fondant une école, investissant l'American Center, qui était un lieu culturel à l'époque hors norme. Puis, une poignée d'années plus tard, autre découverte, celle de Catherine Ringer, puis Fred Chichin, rencontré sur le parvis de Beau-bourg.

Marc'O inventa pour Catherine Ringer *Flashes rouges*, création éphémère.

**Maquis.** Car des pièces, dansées, chantées, qui elles aussi ne se laissaient pas mettre en boîte, enfermer dans des genres, il en inventa une palanquée.



Marc'O en 1966 à Paris. PHOTO G. BOTTI. GAMMA RAPHO

Etais-ce de l'écriture de plateau comme on ne le disait pas encore? S'appuyait-il sur les improvisations de sa troupe d'imprévisibles? Certainement. Il y eut des grands succès, *les Playgirls*, *les Bargasses*, *les Idoles*, toujours en marge, loin des institutions. Chaque pièce comme un ouragan, qui engageait parfois la création

d'un lieu qui lui soit propre, avec le public autour de la scène, en cercle comme pour un ring pour les *Idoles* notamment. C'étaient les années 1960. Lui avait déjà la trentaine. Et de nombreuses vies, dont l'une, pour ce natif de Clermont-Ferrand, de résistant, 14 ans, quand il rejoignit le maquis. De nom-

breuses vies, certes, dont l'une de producteur de *Traité de bave et d'éternité*, le premier film d'Isidore Isou, le fondateur du mouvement lettriste, projeté en marge du festival de Cannes, comme il s'en souvient dans *l'Art d'en sortir*, livre d'entretiens riche d'archives, avec Gérard Berréby. Le film dissociait la bande son de l'image, recherche qui ne se faisait pas du tout à l'époque. Guy Debord passa par là, parmi les spectateurs. Une amitié se tissa entre les deux, Marc'O et Debord, futur fondateur du mouvement situationniste. C'est Marc'O qui édita son premier texte dans l'une de ses revues.

**«Rebelle».** Il en fonda d'innombrables, toujours avec des titres magnifiques et évocateurs, qui signent une ligne politique de la première au début des années 1950, *le Soulèvement de la jeunesse*, à la dernière en 1993, *Les périphériques*

vous parlent, avec sa compagne jusqu'à son dernier souffle, Cristina Bertelli. Après un détour à Rome où il tourna deux longs métrages, *Tamaout* et *Elettra*, coréalisés avec la toute jeune photographe Dominique Issermann, fin des années 1960-débuts des années 1970, il poursuivit coûte que coûte l'invention de pièces. *Générations chaos*, par exemple, en 1991 à l'Elysée Montmartre, et dont le second volet débarqua dans les lycées agricoles, les campus, pour toucher ceux qui le passionnèrent toute sa vie: les jeunes. Bulle Ogier, proche de Marc'O jusqu'à la fin, le dit également à *Libé*: «Il enflammait la jeunesse. J'ai tout appris avec Marc'O. A être actrice, à lire, à m'intéresser au monde. A être rebelle surtout. C'est un pan de vie qui s'en va...»

**ANNE DIATKINE**

En avril ont paru *l'Art d'en sortir* et *Délire de fuite chez Allia*.

# Passion dissection

**Karine Dabadie** La médecin légiste revient sur son goût pour l'autopsie qui l'a amenée à mettre au point un protocole de signalement des violences conjugales.



**E**n Guadeloupe, où elle a longtemps dirigé l'Institut médico-légal de Pointe-à-Pitre, les gendarmes avaient coutume de l'appeler «Barbie bouchère». Karine Dabadie aurait pu trouver cette expression réductrice ou sexiste mais elle ne s'en est jamais formalisée. Une médecin légiste peut parfaitement être perchée sur des stilettos, porter minijupe ou robe panthère et arborer une tignasse blond platine sans que cela n'entache son professionnalisme. A la découverte mouillée dans un pantalon pourpre et un tee-shirt noir sur le pas de la porte de son appartement parisien, rouge des ongles assorti au rouge de la bouche, on se dit qu'elle a de quoi inspirer une de ces séries télé policières qui donnent la vedette aux femmes médecins légistes, à l'image des formidables Olivia Côte dans *César Wagner* ou Julie Depardieu dans *Alexandra Ehle*. Karine Dabadie a en effet un côté cash qui n'est pas banal. «J'aime intensément disséquer un cadavre, chercher au-delà de l'évidence. Par exemple, suivre plan par plan le trajet d'un projectile ou d'une lame permet de définir une trajectoire, la position de l'auteur d'un crime et de sa victime, évaluer la

## LE PORTRAIT

*distance d'un tir*, dit-elle dans un incroyable livre coécrit avec l'écrivaine Macha Sery. *J'aime me pencher à pleines mains - pas juste avec deux phalanges - dans un corps comme on étudie une question.*» C'est cette entrée en matière qui nous a donné envie de la rencontrer, il n'est pas si fréquent de lire ou d'entendre de telles phrases sur le découpage des cadavres.

Ses parents se sont rencontrés à 17 et 19 ans et ils sont toujours ensemble après avoir fait six enfants (elle est numéro deux). Autodidacte, son père a commencé vendeur de valises et il a terminé dans la défiscalisation. Mère au foyer, enfance heureuse avec des hauts et des bas. «*Certains jours il y avait de l'argent, d'autres non.*» Epileptique gamine, elle plonge dans l'anorexie à l'adolescence à la suite de remarques sur son surpoids. A Bordeaux, où elle a passé une partie de sa jeunesse, les études de médecine la sauvent, une vraie passion. Elle s'immerge dans le travail et devient mannequin pour financer ses études. «*Le mannequinat m'a permis de me regarder dans un miroir, et m'a poussée à reprendre un peu de poids.*» Elle tente pédiatrie mais échoue. Elle opte alors pour une capacité en médecine d'urgence. Et là, coup de foudre

pour la spécialité («*ça va vite, j'ai l'impression d'être utile*») doublé d'un coup de foudre réciproque avec le médecin qui dirige la capacité. Il a vingt-deux ans de plus qu'elle, une femme et trois enfants, mais il va tout quitter pour l'épouser. Et ils auront, en sept ans, cinq enfants qui ont aujourd'hui 24, 23, 20, 18 et 15 ans. «*J'ai toujours voulu une famille nombreuse. Quand j'ai rencontré mon mari, je lui ai dit : "Je veux deux enfants qui s'appelleront Samuel et Sarah." Les deux aînés s'appellent Samuel et Sarah.*» Karine Dabadie sait ce qu'elle veut. Quand l'hôpital de Bordeaux crée aux urgences un service d'accueil des victimes de violences sexuelles, elle découvre la médecine légale du vivant. On croit trop souvent que la médecine légale consiste à disséquer des cadavres, ce n'est en réalité qu'une partie du métier. L'autre consiste à aider la justice dans le cadre d'une enquête en examinant des personnes victimes de violences conjugales, intrafamiliales et/ou sexuelles. Karine Dabadie se prend de passion pour les deux. «*La salle d'autopsie, c'est la recherche de la vérité et le respect du corps*, explique-t-elle. *Quelques heures avant, c'était quelqu'un qui bougeait et là, c'est à nous de décider de quoi il est mort.*» Elle passe et obtient un diplôme de médecin légiste. Elle connaît les Antilles pour y avoir donné des cours de médecine d'urgence. Quand le directeur de l'hôpital de Pointe-à-Pitre entreprend de chercher quelqu'un pour structurer le service de médecine légale, il pense à elle. Elle n'hésite pas longtemps. «*C'est l'opportunité de ta vie*», lui dit son mari qui sait pouvoir enseigner sur place l'anesthésie et la réanimation. «*Ces six années aux Antilles resteront à jamais gravées en moi*», écrit-elle. Et ce sont d'ailleurs les pages les plus fortes de son livre. Des pages qui racontent la mort et les corps découpés avec des mots crus. C'est à force d'intervenir sur des féminicides et de découvrir les corps suppliciés de femmes qui avaient appelé au secours en vain que Karine Dabadie va, un jour de 2012, mettre en place un protocole novateur de signalement des violences conjugales. «*La mort, les morts ne me tourmentent guère*, écrit-elle encore. *Les vivants me hantent davantage. [...] En tant que médecin légiste, je devais faire en sorte que cela ne se reproduise plus, aider ces victimes de violences conjugales à sortir du silence. Je devais pouvoir détecter celle-ci, empêcher les récidives et aider ces femmes à reprendre leur vie en main avant qu'elles ne la perdent sous les coups de leurs conjoints.*» Elle va travailler comme une acharnée de 2010 à 2016 pour monter ce service, le structurer et lui donner les moyens de continuer. Mais ses enfants grandissent, ils envisagent des études, la famille décide de rentrer en métropole.

Le CHU de Bordeaux lui propose en 2018 la direction du service de médecine légale, un service ravagé par des conflits internes. Karine Dabadie va tenir un an. «*J'essayais de me concentrer sur mon boulot mais on me mettait sans cesse des bâtons dans les roues, j'étais cheffe sans être cheffe, très vite on m'a fait vivre l'enfer*», dit-elle. Une ex-collègue abonde : «*Karine est quelqu'un de compétent, qui aime travailler, dont je n'ai jamais entendu parler en mal, mais là, elle est arrivée dans un contexte catastrophique et elle n'a pas été accueillie avec bienveillance.*» Un jour de 2019, on lui demande de lâcher l'affaire. En sortant du bureau de sa supérieure, dévastée, Karine Dabadie appelle son mari et lui confie un souvenir traumatique qu'elle avait refoulé : «*J'ai été violée.*» C'était sur une plage, en Bretagne, à l'âge de 12 ans. «*Je comprends soudain que mon engagement pour les femmes victimes de VSS n'était pas un hasard.*» Le choc des deux événements lui fait songer à en finir. Elle a porté plainte contre la direction de l'hôpital mais la cour d'appel a invalidé le jugement du tribunal administratif qui lui avait donné raison. «*Parfois je me dis que si j'étais morte, on m'aurait peut-être crue.*» Il lui faudra deux ans de psychanalyse pour reprendre pied. «*Elle reste très marquée par ce qu'elle a subi à Bordeaux*», note Ghada Hatem, qui a longtemps dirigé la Maison des femmes de Saint-Denis, où Karine Dabadie s'est engagée pendant deux ans après son éviction. «*C'est dommage car elle a initié beaucoup de choses très utiles.*» Aujourd'hui, elle fait de l'expertise médicale pour une compagnie d'assurances. Et prend des cours de danse plusieurs heures par semaine. Le corps reste sa matière première. ♦

Par **ALEXANDRA SCHWARTZBROD**  
Photo **ROMY ALIZÉE**